

Pour un manifeste du Parti communiste du XXI^e siècle

Préambule

Notre 38^e congrès est vital.

Au mois de juin 2017, nous décidions, à l'issue de la séquence électorale de la présidentielle et des législatives, de convoquer un congrès extraordinaire. Notre affaiblissement électoral et notre perte de visibilité nationale étaient et sont toujours au cœur des préoccupations des communistes qui veulent reconquérir l'influence de notre parti et reconstruire une organisation révolutionnaire de notre temps.

À l'heure où le niveau inédit de connaissances et de techniques de l'humanité place celle-ci dans la situation jamais connue de répondre à ses besoins et aux défis du siècle, le capitalisme devient un obstacle au développement de l'humanité. Pire, par sa course aveugle au profit, il met en danger le devenir même de la biodiversité, de la vie humaine ; il entraîne notre planète vers l'abîme.

Ces contradictions prennent un relief tout particulier dix ans après le déclenchement de la crise et tandis qu'une autre de plus grande ampleur se profile. Alors qu'il prétend apporter des réponses aux défis que celle-ci soulève, Emmanuel Macron entraîne la France vers un alignement néolibéral, livrant le pays de la Grande Révolution, de la Commune et de la Sécurité sociale aux appétits capitalistes internationaux.

Il veut mettre à profit la confusion politique et l'absence d'alternative progressiste crédible pour conduire à marche forcée la destruction d'un modèle social conquis de haute lutte. Il cherche à faire de la France un pilier d'une Europe au service du capital, des marchés financiers et de la mondialisation capitaliste.

Cette politique accentue les vulnérabilités de la France et les fractures sociales dans un monde en crise.

Dans notre monde pris dans les convulsions d'une crise systémique, les courants réactionnaires s'emploient à dévoyer les colères.

En France, après une période d'observation, des luttes importantes se développent. Elles concernent les bases même du modèle social français qu'elles défendent et dont elles cherchent un nouveau développement : services et entreprises publics, exigences d'égalité, notamment entre femmes et hommes, refus du déclassement et des discriminations, égalité des territoires et enjeux écologiques, la protection sociale et son mode de financement à partir des richesses produites, l'emploi, sa sécurité et sa promotion, l'augmentation des salaires, toutes les batailles sur l'éducation et la formation, les droits et pouvoirs des salarié·e·s sur les lieux de travail.

Les communistes sont de ces luttes mais, au-delà, ils veulent travailler à ouvrir un siècle d'humanité, un siècle communiste conjuguant démocratie poussée jusqu'au bout et orientation révolutionnaire visant à sortir enfin de la société de classe, à relever jusqu'au bout le défi

écologique, à assurer la paix et le libre développement de la personne humaine dans toutes ses dimensions.

Il n'y a jamais eu autant besoin de révolution, d'idées et de luttes révolutionnaires ; d'un parti et d'un projet communistes pour permettre au mouvement populaire de s'élargir et de se renforcer jusqu'à contraindre le gouvernement à des reculs, imposer de nouvelles conquêtes, ouvrir une issue politique. Leur absence dans le champ politique laisse la voie libre à tous les dévoiements.

Avec notre 38^e congrès, nous voulons donner de la force à cette ambition communiste qu'appelle notre époque ; nous voulons donner un nouvel élan à notre organisation révolutionnaire, avec une mise en dynamique de notre force militante qui compte toujours parmi les plus importantes.

C'est pour cela que les communistes ont voulu un congrès extraordinaire pour une réorientation stratégique, une mobilisation nouvelle dans l'action et le développement d'une ambition communiste.

Un bilan stratégique et organisationnel est nécessaire pour permettre un débat sans tabou et des décisions audacieuses.

Nous voulons conjurer le risque d'effacement.

Nous avons la conviction qu'il ne peut y avoir de transformation révolutionnaire sans un Parti communiste fort et influent, porteur de cette ambition.

C'est un défi pour le Parti communiste, pour être utile à notre peuple et être à la hauteur des enjeux historiques du siècle.

Nous affirmons la nécessité d'un renouvellement de notre organisation et d'une relance ambitieuse de notre travail politique, étroitement liés à la mise en dynamique nationale de nos militant·e·s.

Nous y répondons en six chapitres :

- Un bilan critique
- Relever les défis de la crise et de notre temps
- Le communisme de notre temps : visée historique, chemin de lutte
- Un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste
- Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaires
- Pour un Parti communiste utile, agissant, audacieux et novateur, internationaliste et révolutionnaire.

1. Un bilan critique

Un bilan critique est nécessaire pour évaluer les causes de la situation actuelle du Parti et pour redéfinir notre démarche stratégique.

Le PCF, bientôt centenaire, né du rejet de l'horreur de la Première Guerre mondiale et de la faillite de la section française de l'Internationale ouvrière, puise ses racines dans plusieurs sources : la Révolution française, la Commune de Paris, la Révolution d'Octobre... Des luttes antifascistes et du Front populaire à la résistance contre le nazisme, au programme du CNR et aux grandes conquêtes de la Libération comme la Sécurité sociale, des luttes anticoloniales à son rôle dans la solidarité internationale avec les peuples opprimés, le PCF occupe une place essentielle dans ce qui a façonné et continue de façonner la société française. Après le grand mouvement de 1968, le PCF s'engage dans la construction du Programme commun pour ouvrir une alternative à gauche qui débouchera, avec ses contradictions, sur un gouvernement à participation communiste en 1981. Plus récemment, le PCF joue un rôle décisif dans la victoire du *non* de gauche en 2005.

Durant toutes ces années, face à la crise politique, sociale, démocratique et culturelle, les communistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour empêcher les régressions, gagner des mesures de progrès et pour faire vivre leur organisation.

Malgré les importants revers, le PCF conserve une représentation nationale, des élu·e·s locaux·les apprécié·e·s, des militant·e·s actif·ve·s.

Pour autant, nous ne parvenons pas à enrayer notre affaiblissement, qui comporte aujourd'hui un risque d'effacement du PCF du paysage national.

Quelles sont les causes de la situation difficile dans laquelle nous nous trouvons ? Que devons-nous changer de nous-mêmes ? Que devons-nous inventer et faire de nouveau pour redonner un avenir à notre combat ?

Nous voulons revenir sur les causes profondes et durables de cette situation, ainsi que sur nos choix stratégiques des dernières années.

Lors des précédents congrès, nous avons déjà mis en évidence les effets de la contre-offensive du capitalisme globalisé et financiarisé.

La classe ouvrière et plus largement le salariat sont précarisés, divisés et confrontés à de nouvelles formes d'exploitation ; les grandes concentrations ouvrières sont éclatées et des pans entiers de notre industrie sont cassés et délocalisés ; les systèmes solidaires de protection collective et les services publics sont attaqués et privatisés.

Le rapport de forces entre les classes se dégrade au détriment du mouvement ouvrier.

Durant cette même période, la fin de l'URSS et des « pays socialistes » européens accrédite l'idée d'une absence d'alternative au capitalisme et d'une « fin de l'histoire ». Une guerre idéologique intense criminalise le communisme assimilé à un « totalitarisme ». Sous cette pression dominante, les forces communistes sont partout mises sur la défensive jusqu'à la disparition de certains partis communistes.

Malgré des efforts importants de novation, le PCF a eu du mal à prendre en compte pleinement dans son organisation, ses initiatives, ses stratégies tous ces bouleversements de la société et du monde.

Affaiblis dans notre organisation et notre activité sur les lieux de travail et dans les quartiers populaires, nous sommes en difficulté pour travailler à unir le salariat dans sa diversité et faire progresser sa conscience de classe, pour nourrir le mouvement populaire de nos idées.

De plus, durant toute cette période nous avons été confrontés sur le plan politique à la dérive sociale-libérale de plus en plus forte du Parti socialiste et à la domination de plus en plus écrasante de l'élection présidentielle sur la vie politique.

C'est dans ce cadre que, depuis 2002 et l'échec de l'expérience de la « gauche plurielle », avec l'élimination de la gauche du second tour de la présidentielle et le score de notre candidat, inférieur pour la première fois à 5 % (sanctionnant notre accompagnement de fait des renoncements gouvernementaux et une coupure avec le monde du travail), nous avons cherché à construire diverses formes de rassemblement, pour ouvrir une alternative réelle de changement à gauche.

Mais, à chaque fois, nous avons été en échec dans cette ambition.

Il s'agit ici de faire le bilan de nos actes politiques et d'orientation stratégique durant la période ouverte en 2002, pour en tirer des enseignements pour la période qui s'ouvre à présent.

Ainsi, en 2005, nous sommes à l'initiative et moteurs dans la bataille d'idées, la mobilisation populaire et le rassemblement qui permettent la victoire du *non* au référendum sur le Traité constitutionnel européen sur une base majoritairement progressiste ; pourtant, les « collectifs antilibéraux » qui se constituent dans la foulée, avec notre participation, ne réussissent pas à concrétiser ce rassemblement majoritaire, nous enferment dans une « gauche radicale » et se divisent finalement en chapelles.

Dans ces conditions, nous ne parvenons pas à rassembler autour de la candidature proposée par le PCF, que nous avons rendue « interchangeable » avec les autres candidatures issues du *non*, sans travailler l'apport spécifique de son caractère communiste. Nous abordons dans les plus mauvaises conditions l'échéance présidentielle de 2007, avec au final, un score historiquement bas.

Le choc de notre score à la présidentielle de 2007 pose alors de manière aiguë la question de l'existence même du PCF. Mais l'Assemblée nationale des délégué·e·s de section, puis le 34^e congrès en 2008, confirment « un choix unique et clair : le choix du PCF et indissociablement de sa profonde transformation ».

Par ailleurs, lors de ce congrès, pointant la « crise d'alternative à gauche » et tirant les leçons de l'échec des collectifs antilibéraux, nous affirmons que « c'est par un processus démocratique d'amplification de l'intervention du peuple, des citoyennes et citoyens, du monde du travail, favorisée par un effort constant et des initiatives politiques de notre parti, que nous voulons recréer les conditions d'une alternative de changement, du rassemblement de la gauche sur un projet de transformation mobilisateur. Notre objectif demeure une majorité, un gouvernement, une présidence de la République, qui impulseraient une politique de gauche porteuse de grandes réformes transformatrices alternatives au capitalisme. »

Pour cela, nous nous donnons l'objectif de travailler à la constitution d'un « front progressiste et citoyen » conçu comme « une construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées » et « de créer partout où c'est possible, dans les quartiers et sur les lieux de travail, dans les ripostes engagées, des lieux de rencontre où, quelles que soient leurs formes, les citoyen·ne·s, les salarié·e·s, avec toutes les forces politiques et sociales qui le souhaitent, avec des intellectuel·le·s, des créateur·trices, les

acteurs·trices du mouvement social, puissent se rencontrer, s'informer, confronter leurs analyses et propositions pour riposter et construire ensemble les fronts les plus larges possibles visant des objectifs politiques précis. » Notre ambition affichée étant « d'animer en permanence une dynamique populaire et citoyenne la plus large possible pour construire les réponses aux questions posées, dans la vie, par les luttes sociales et démocratiques... Et les imposer dans le débat politique. »

C'est dans cet esprit que nous nous engageons dans la constitution du « Front de gauche pour changer l'Europe », en vue des élections européennes de 2009, qui devient peu à peu le « Front de gauche », Front de gauche qui crée un espoir et suscite une certaine dynamique à gauche, en remobilisant des citoyennes et citoyens qui s'étaient écarté·e·s de l'action politique.

Marqué·e·s par l'échec de 2007 et avec une forte volonté unitaire, les communistes décident majoritairement de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon lors de la présidentielle de 2012, sur la base du programme « l'Humain d'abord », reprenant largement nos propositions et que nous diffusons activement. La campagne présidentielle et le score du Front de gauche ouvrent un espoir de changement, renforcent le potentiel militant du PCF, poussent le candidat du PS à bouger jusqu'au fameux « *mon ennemi c'est la finance* » et contribuent à la défaite de Sarkozy.

Cependant, nous ne retrouvons pas cette dynamique lors des élections législatives qui suivent, marquées par un vote utile pour les candidats du nouveau président. Et, malgré une progression en voix et en pourcentage par rapport aux précédentes législatives, nous perdons des sièges.

Après 2012, le Front de gauche s'éloigne de plus en plus d'une démarche de « construction unitaire permanente avec des cadres, des fronts, des alliances adaptés aux contenus portés et aux échéances affrontées » que nous avons voulu porter. Il se réduit nationalement à une construction à vocation essentiellement électorale, impulsant de moins en moins la dynamique citoyenne initialement visée.

Dans le cadre de la présidentialisation de la vie politique française, le Front de gauche est désormais dominé par la personnalité de Jean-Luc Mélenchon. Celui-ci le tire vers une orientation annonçant le populisme de gauche ; il vise à construire autour de lui une nouvelle organisation à vocation présidentielle destinée à se substituer aux partis existants à gauche, tandis que nous peinons à prendre des initiatives.

Aux municipales de 2014, nous ne prenons pas suffisamment en compte le discrédit du gouvernement et la montée du populisme. Nos stratégies d'alliances sont brouillées par les divisions qui gagnent la gauche et le Front de gauche. Dans ce contexte nous perdons un nombre important de villes et d'élus.

Peu à peu, le Front de gauche se délite et laisse apparaître des divergences de plus en plus fortes, jusqu'à l'éclatement lors des régionales de 2015.

La droite s'empare de la plupart des régions, l'extrême droite se renforce de façon importante, et nous enregistrons la perte d'un très grand nombre d'élus, jusqu'à disparaître de plusieurs assemblées régionales.

Durant cette période, marquée par le rejet de plus en plus fort de la politique de Hollande et le discrédit qui rejaillit sur l'idée même de gauche, cet éclatement du Front de gauche alimente encore plus l'idée d'absence d'alternative à gauche ; affaiblis, nous ne parvenons pas à reprendre l'initiative sur le plan national et cela nous place dans une situation difficile à l'approche de la

présidentielle de 2017, entre les dérives libérales du PS d'un côté et la stratégie personnelle de notre ancien candidat à la présidentielle.

Le 37^e congrès tente, en juin 2016, tardivement, d'apporter une réponse à cette situation : pour l'échéance présidentielle, nous décidons d'une « consultation citoyenne », permettant « d'écrire à des milliers de mains un mandat populaire pour 2017 et d'aboutir à la rédaction d'un pacte national d'engagements communs avec toutes les forces engagées dans sa construction », pacte soumis à une votation citoyenne nationale, en vue d'un candidat commun à l'élection présidentielle désigné à travers une primaire citoyenne. Le congrès décide que « les communistes travaillent pleinement à un tel processus et d'y engager un·e candidat·e pour y mettre en débat nos idées et y porter notre conception du rassemblement. »

Malgré nos efforts, l'ensemble du processus n'ira pas à son terme. La conférence nationale du PCF du 5 novembre décide d'engager un candidat communiste à l'élection présidentielle, mais une majorité de communistes décident finalement de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, dans le cadre d'une « campagne autonome » mais sans accord mutuel, sans cadre de campagne collectif et sans accord pour les législatives.

De fait, cette situation rend la voix du PCF largement inaudible durant la campagne présidentielle, avec un candidat dont le discours s'éloigne de plus en plus de notre programme de 2012 et nous place, de fait, en position de faiblesse pour les législatives, avec le résultat (2,72 % des exprimés) le plus mauvais de notre histoire.

En effet, dans le cadre d'une présidentialisation poussée à l'extrême et face à France insoumise bénéficiant de l'identification nationale de son candidat à la présidentielle, la concurrence s'est révélée mortifère pour nos candidats dans la très grande majorité des circonscriptions. Nous obtenons cependant 11 députés et maintenons un groupe à l'Assemblée nationale.

Nous sommes confrontés à une situation politique nouvelle marquée par une recomposition en cours visant à empêcher toute alternative face à une attaque sans précédent du capital contre toutes les conquêtes sociales et démocratiques.

Nos scores électoraux ne traduisent pas l'audience réelle du PCF dans le pays, ni les potentialités de reconquête de notre influence. Mais ils sont facteurs d'affaiblissement, de perte de visibilité nationale, d'effacement de notre parti.

Cela nous impose de tirer pleinement les leçons des difficultés récurrentes rencontrées dans la construction des rassemblements.

À chaque fois, après un premier temps marqué par une dynamique positive, répondant à des aspirations unitaires, les rassemblements initiés ont abouti à notre affaiblissement et ont échoué à ouvrir une alternative.

Plusieurs facteurs sont à l'œuvre :

- le renvoi du rassemblement au sommet dans des cartels à vocation électorale et la difficulté d'appropriation et de mobilisation populaire autour des contenus se conjuguent pour faire obstacle au développement du mouvement populaire ;
- la difficulté à articuler notre ambition indispensable de rassemblement avec la nécessité d'une intervention autonome permanente du PCF, porteuse du projet communiste ; à défaut,

la dilution de notre action dans le cadre commun conduit à l'effacement de nos idées et du Parti ;

- ces éléments sont renforcés par la présidentialisation croissante de la vie politique, aggravée par le couplage des élections présidentielle et législatives et l'inversion du calendrier électoral.

Notre congrès doit permettre de répondre à ces défis et de surmonter les difficultés rencontrées au regard de la situation politique présente et de nos choix stratégiques.

Notre affaiblissement n'est pas une fatalité. Nous avons confiance en notre capacité collective à tirer les leçons de notre bilan pour aborder l'avenir rassemblés, déterminés et confiants.

2. Relever les défis de la crise et de notre temps

L'humanité est entrée dans une ère nouvelle de tous les dangers, y compris celui de sa disparition, mais aussi de tous les possibles. Tout est interconnecté et tout s'entrelace. Il est impossible de penser la mondialisation capitaliste et sa crise, sans penser écologie, démocratie, féminisme, luttes pour la liberté, droits sociaux, émancipation et égalité. Plus que jamais nous devons agir et penser indissociablement global et local.

Ce début de XXI^e siècle a commencé par une crise majeure du capitalisme financiarisé qui n'en est qu'à ses premiers développements. Cette crise se conjugue avec les grands défis que sont l'urgence écologique, la révolution numérique et informationnelle, les mutations démographiques mais aussi la transition urbaine qui fait que plus de 70 % de la population mondiale se concentre dans des métropoles.

Pour tous ces défis, le capitalisme n'a pas de solutions, pire : il est le problème. Il l'est d'autant plus qu'il est devenu un adversaire farouche à tout développement de la démocratie. Il est le mort qui tente d'étouffer de vif. Il est celui qui sacrifie la jeunesse et l'avenir pour perpétuer sa domination.

La société nouvelle capable de relever les défis de notre temps ne pourra advenir sans la victoire des luttes émancipatrices contre le patriarcat, le racisme, les LGBTIphobies et toutes les dominations qui taraudent notre monde. La question du pouvoir et de son exercice restent l'enjeu de toute transformation profonde de la société.

2.1 Rassembler pour une issue à la crise du capitalisme financiarisé et mondialisé

Alors qu'une nouvelle catastrophe s'annonce, la crise du capitalisme nous place au défi de rassembler pour ouvrir une issue.

En 2007-2008, c'est une suraccumulation de capitaux matériels et financiers qui est venue à éclater dans l'ensemble des pays capitalistes développés. Après le krach de 2000-2001, en effet, les États et les institutions internationales avaient été mobilisés pour sauver le capital et accroître la rentabilité financière : l'argent des profits, des fonds publics et du crédit a servi à alimenter la flambée des cours et des investissements ; les nouvelles technologies, génératrices d'économies massives de travail humain, ont été monopolisées par les multinationales. La suraccumulation des capitaux a alors été relancée, et a débouché sur la crise financière de 2007-2008. Résultats : un chômage et une surexploitation fortement aggravés, un prélèvement colossal sur les finances publiques, une insuffisance accrue des débouchés amplifiant la guerre économique mondiale, le prélèvement de monstrueuses rentes néocoloniales sur les peuples des pays les moins développés et des risques multipliés d'affrontements armés.

Cette crise a déstabilisé les schémas intellectuels dominants entraînant dans le même temps la mise en cause de la légitimité du système capitaliste. L'idée qu'il est nécessaire de rompre avec ce système peut grandir : encore faut-il dessiner les chemins d'une telle rupture et mettre en avant l'idée d'un autre système.

À droite comme chez les socialistes, la réponse à la crise du système a été d'accroître l'intervention publique en faveur des profits et d'un marché prétendument « régulé ».

Pour sortir de la crise, il aurait fallu, comme nous le proposons, une nouvelle intervention publique pour mettre l'argent, les richesses produites et la monnaie créée, au service non pas de la rentabilité

du capital, mais du développement de chacune et chacun, de toutes et tous, dans le respect de la planète. L'urgence était de faire reculer la domination du capitalisme mondialisé en faisant progresser, dans les luttes, les urnes et les institutions, l'exigence d'autres règles, d'autres critères et en particulier de pouvoirs décisionnels nouveaux pour les travailleuses et travailleurs.

Ce défi n'a pas été relevé. La domination des idées de concurrence pour le profit a persisté, malgré les résistances et les combats menés. Si les forces politiques se réclamant de la social-démocratie sont en crise, l'idée que l'intervention de l'État pourrait suffire à corriger les fléaux du capitalisme demeure forte dans l'opinion publique. Dans cette situation, la réaction néolibérale, ultra-réactionnaire et autoritaire ainsi que les populistes ont ajouté au désarroi et à la confusion.

Les contradictions entre la logique du capital et les besoins de développement humain nouveaux ont ainsi été accentuées. Cette situation engendre des inégalités sans précédent mais aussi des batailles qui ouvrent vers une autre conception de l'organisation de la société.

Avec la révolution numérique et informationnelle, une nouvelle efficacité économique, fondée sur le développement des capacités humaines et sur le partage des informations, devient possible. Les aspirations aux savoirs et à la créativité sont de plus en plus vives ; la place nouvelle des connaissances dans la société ouvre des possibilités inédites d'émancipation ; mais les multinationales utilisent les gains de productivité pour faire baisser le « *coût du travail* », précariser les emplois, soumettre les formations à leurs exigences de rentabilité. Les salarié·e·s dont l'emploi est supprimé sont rejeté·e·s dans le chômage.

Cette crise systémique du capitalisme a accéléré l'aggravation de la précarité et de la pauvreté : aujourd'hui, 8,8 millions de personnes en France vivent sous le seuil de pauvreté monétaire. La destruction du code du travail, le démantèlement du statut de la fonction publique et les attaques contre le droit syndical ouvrent la voie à la remise en cause de l'emploi stable et changent la structure même du monde du travail : en 25 ans, les CDD ont doublé et l'intérim a quintuplé. De nouvelles formes d'emploi sans protection se développent (plateformes, auto-entrepreneuriat, etc.) Elles apparaissent comme une solution pour les plus en difficulté et les entraînent dans une hyper-exploitation. Le droit à une retraite digne est également menacé.

La révolution démographique, avec l'allongement de la durée de la vie et les besoins de santé et de dignité associés, la possibilité pour les femmes de maîtriser la procréation, les nouvelles relations qui s'instaurent dans les couples et dans les familles, sont porteuses de libertés nouvelles, mais le capitalisme les utilise pour marchandiser l'ensemble des temps de la vie.

Enfin, l'humanité a aujourd'hui le pouvoir de menacer sa niche écologique : la planète. L'exigence d'expansion du capital met radicalement en cause notre environnement, l'écologie, et met en danger l'espèce humaine.

Nous devons développer en grand le chantier de la compréhension marxiste de ces transformations et de la conquête par les travailleurs comme par les peuples de leur maîtrise sociale et démocratique.

L'un des effets les plus sensibles de la crise est l'aggravation sans précédent des inégalités, au point que se développent des batailles nouvelles pour l'égalité et la solidarité.

2.2 Les défis d'une démocratie en crise

Partout à travers le monde, la globalisation du capitalisme s'accompagne d'attaques contre les droits démocratiques les plus fondamentaux, elle éloigne les citoyens des lieux réels de décisions. La défiance à l'égard de la politique et de ses représentants se renforce : faute d'avoir une prise réelle sur les décisions, des millions de citoyen·ne·s se retirent du jeu démocratique et des occasions nouvelles s'ouvrent à des mouvements réactionnaires.

En effet, à nos portes ou à l'autre bout du monde, des dynamiques lourdes sont à l'œuvre pour permettre l'accession au pouvoir de forces nationalistes et/ou néofascistes acquises à la défense des intérêts du capital.

De l'Italie à la Hongrie en passant par la Pologne, des États-Unis de Trump au Brésil de Bolsonaro, tous ne répondent pas aux mêmes objectifs ; toutefois une lame de fond de repli, de rejet, traverse l'ensemble des pays et gagne les esprits.

Les conséquences pour les peuples sont immédiates : reculs des droits, atteintes aux libertés fondamentales, surveillance accrue ou encore mise en œuvre de politiques discriminatoires sont désormais à l'ordre du jour dans nombre de pays malgré les résistances qui s'y développent.

En France, l'élection d'E. Macron a confirmé la montée en force d'une technocratie au service des actionnaires, coupant dans les dépenses publiques pour mieux servir les plus riches et n'hésitant pas à asphyxier les collectivités, à réduire le débat démocratique et les droits des travailleurs.

Les collectivités locales et les citoyens se sont saisis des lois de décentralisation successives afin de faire de leurs territoires des espaces de démocratie de proximité, d'expérimentation et de résistance politiques. Elles font l'objet d'attaques afin de restreindre leurs libertés d'action et le lien qu'elles ont construit avec les citoyens de leurs territoires.

De la baisse des dotations à la suppression de la clause de compétence générale, de la fusion à marche forcée des communautés de communes ou urbaines à la métropolisation, tout est pensé pour éloigner chaque jour davantage les habitants de la prise de décision politique.

Pour le capital la démocratie est une entrave, la coopération une hérésie, l'objectif poursuivi relève aujourd'hui d'une mise en concurrence des territoires et d'un affaiblissement de la démocratie de proximité par une concentration autoritaire des pouvoirs.

Concernant l'entreprise, E. Macron amplifie le travail engagé par ses prédécesseurs par une politique visant à priver les salariés, leurs représentants et les populations de leurs capacités d'intervention.

Face à cette situation, les résistances se multiplient, l'exigence de changer la politique et les institutions montent. De plus en plus de citoyens n'en peuvent plus d'être réduits aux rôles de spectateurs ou de consommateurs, ni les salariés à celui de simples exécutants. Il faut mesurer le message politique de l'abstention. Il faut entendre le refus de discrimination dans les représentations politiques. Il faut entendre l'inquiétude vis-à-vis de médias quasi totalement maîtrisés par 9 milliardaires. Il faut mesurer l'impact de la crise institutionnelle de la 5^e République qui tient à distance le pouvoir de tout contrôle populaire et la portée de la proposition d'une 6^e République qui replace le citoyen au cœur de la prise de décision publique.

Un nouveau pacte républicain qui pense et construit ses politiques publiques à la lumière des principes fondamentaux de liberté, d'égalité, de fraternité est plus que jamais indispensable.

C'est la condition du vivre ensemble, le respect des identités différentes, celui de la liberté individuelle et des droits collectifs garantissant l'égalité entre tous les êtres humains. Celui-ci devra réaffirmer avec force le principe de laïcité garantissant l'émancipation des femmes, des hommes et des enfants. La loi de 1905 est un point d'appui à préserver, y compris contre toutes les instrumentalisation.

Cette recherche d'institutions nouvelles mais aussi de nouveaux droits, de respect et d'approfondissement des libertés mobilise de plus en plus de citoyens sous des formes différentes, elle est au cœur de notre projet et de notre conception de la politique fondée sur l'accroissement des pouvoirs du plus grand nombre.

2.3 Révolution numérique : de nouveaux terrains de lutte de classe

La révolution numérique et informationnelle appelle le développement des capacités humaines et le partage dans un monde dominé fondamentalement par l'appropriation et la priorité donnée au capital, elle est de nature anthropologique. Nos perceptions, notre comportement, notre rapport à la connaissance et aux autres, notre psychisme en sont modifiés. Là où nous sollicitons notre mémoire et notre aptitude aux raisonnements logiques, nous faisons appel à notre créativité et nos capacités d'invention. Révolution numérique et actuelle mondialisation capitaliste sont indissociablement liées.

La révolution numérique est entrée dans une nouvelle phase où elle se développe sur la base d'interactions entre données de masse, intelligence artificielle et plateforme. Les plateformes sont les portes d'entrée à la donnée transformée en information, ce qui font d'elles des lieux de captation de la valeur. Elles visent au monopole, dans leur domaine spécifique, afin de s'assurer une rente prédatrice. Elles sont un mode de coordination et de mobilisation d'informations, de moyens matériels et humains pour produire des biens et des services. Elles sont aussi un puissant moyen de contrôle social.

Cette phase de la révolution numérique est dominée par une poignée de firmes plateformes mondialisées aux capitalisations boursières inédites mais fragiles. Elles ont une ambition politique mondiale et s'arrogent des prérogatives régaliennes tout en échappant à l'impôt. Le concept de l'État plateforme devient un moyen d'empêcher et de décourager les citoyens de faire valoir leurs droits, alors que le numérique pourrait être un support de développement de la démocratie participative dans la cité comme sur le lieu de travail. La multiplication des capteurs collectant des données peut déboucher sur un capitalisme de la surveillance généralisée, mais l'usage démocratique de ces mêmes données serait un levier potentiel d'intervention citoyen.

La révolution numérique bouleverse les entreprises : que cela soit au niveau du fonctionnement des collectifs de travailleurs, du statut des personnes qu'elles font travailler et des rapports avec les sous-traitants, les filiales et les clients. Plus de 22 % des entreprises pratiquent le télétravail ou le travail nomade. Le salariat reste massivement dominant, mais il se transforme profondément : pluriactivité, travail pour plusieurs entreprises, activité mixte entre salariat et auto-entrepreneuriat... et des formes de travail liées aux possibilités offertes par les plateformes numériques, se développent. Les travailleurs sont dans une tension entre une recherche de liberté hors du lien de subordination salariale, un besoin de sécurité et de protection sociale, et une revendication très forte de dignité et de sens pour leur travail.

Le numérique change le travail. Le travailleur est enjoint à s'adapter, à réagir toujours plus vite et plus, à créer en permanence dans un environnement où il doit « coopérer » avec des robots ou des algorithmes, avec le risque de perte de maîtrise sur son travail, de *burn-out* et d'invasion de la vie privée par le professionnel. À l'encadrement hiérarchique se substituent les dictatures de la notation de tous par tous, de la transparence absolue, de l'e-réputation. La conception, l'innovation et la création sont de plus en plus socialisées tout en permettant une individualisation et une décentralisation de la production.

Le droit à la déconnexion, à la dé-géolocalisation, le refus de l'encadrement par la notation numérique, l'accès aux codes sources des algorithmes et aux données, l'usage de logiciel libre, l'appropriation des technologies numériques sont devenus des terrains de lutte. Le numérique est aussi un outil pour disputer le pouvoir au patronat sur la gestion et sur les choix stratégiques des entreprises.

Le numérique détruit, transforme et crée emplois et métiers tout à la fois. Il y a donc une tension entre les potentialités émancipatrices de la révolution numérique et une réalité faite d'une intensification de l'exploitation, d'insécurité sociale et d'aliénation. L'empreinte écologique importante du numérique appelle à révolutionner les rapports sociaux de production. Jamais l'humanité n'a disposé d'outils aussi puissants pour se connaître, analyser et agir sur son environnement. Si nous voulons reprendre la main sur notre destin, nous devons mettre fin au pouvoir des grandes firmes plateformes du numérique. La maîtrise sociale des données, de l'intelligence artificielle, la propriété des plateformes font déjà l'objet de luttes de résistance, de combats émancipateurs, de batailles pour la conquête de nouveaux droits et pouvoirs, associés à la construction de nouvelles institutions démocratiques dont les *communs* pourraient être l'un des pivots.

2.4 Les relocalisations industrielles : un nouveau mode de développement au cœur de notre bataille pour l'emploi

165 emplois industriels sont détruits chaque jour en moyenne depuis 2001 (Une ville comme Lourdes ou Fontainebleau 'rayée' chaque trimestre pendant 15 ans). Il y a urgence. Le mythe de la société post-industrielle qui a dominé l'action politique et la financiarisation de l'économie ont fonctionné comme un accélérateur de la crise industrielle. Or c'est le seul secteur à générer 3 à 4 emplois induits pour chaque emploi industriel. Il concentre 80 % des investissements privés de Recherche et Développement. Nous voulons faire de la question des relocalisations industrielles une campagne politique permanente. C'est un enjeu structurant, un enjeu de souveraineté nationale, un enjeu pour l'emploi et pour engager la transition écologique. La maîtrise et la relocalisation de la production industrielle est un levier essentiel pour désintoxiquer notre société de la finance et du court-termisme capitaliste qui détruit nos emplois et notre écosystème. Notre lutte pour l'industrie et le développement de l'emploi converge avec celle des circuits courts, pour réduire pollutions et réchauffement climatique. Elle suppose une nouvelle politique industrielle et de services de nature à répondre aux besoins humains avec un nouveau mode développement.

2.5 L'urgence écologique exige une véritable révolution

Alors que la nature devrait être un bien commun, le capitalisme l'exploite avec la même férocité que les êtres humains. La nature est marchandisée, voire privatisée. Le capitalisme est le principal responsable de la crise écologique et du réchauffement climatique, dont les effets ne sont plus contestés. Chacun pressent que l'avenir de l'espèce humaine se joue dans la relation qu'entretient

l'humain à la planète. La pollution, la spoliation des terres par les multinationales industrielles et financières, les délocalisations d'industries là où les normes sociales et environnementales sont quasiment inexistantes, la responsabilité écologique des pays riches à l'égard des pays en développement sont des réalités prégnantes.

Partout dans le monde, les préoccupations et les luttes écologistes conduisent à une prise en compte plus forte de ces enjeux et de l'immensité des besoins sociaux. Ces luttes sont multiformes, elles touchent les économies d'énergie, la santé, l'alimentation, la pollution de l'air, la production énergétique, l'aménagement et les transports ; elles s'appuient sur des changements de comportement individuel comme sur des mouvements sociaux (marches pour le climat) ou sur des politiques ambitieuses.

Ces luttes se heurtent de façon de plus en plus claire aux lobbys et aux intérêts des capitalistes, qui détiennent ces firmes, qui parviennent, comme pour les produits phytosanitaires dangereux, en particulier le glyphosate, ou la production pharmaceutique, à paralyser l'action publique. L'écologie est au centre des luttes de classe d'aujourd'hui, des contradictions capital/travail, capital/nature. Les communistes, sur le terrain et dans l'ensemble des institutions nationales et européennes, articulent luttes contre le capitalisme et luttes écologistes.

Ces questions font l'objet d'une vaste bataille politique entre tenants du capitalisme vert, de la régulation et nos propres ambitions de rupture avec le mode de production capitaliste. La situation est urgente : dans notre pays, on compte près de 50 000 décès prématurés dus à la pollution atmosphérique et 12 millions de personnes vivent en situation de précarité énergétique. Lorsque le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) annonce qu'il faudrait dépenser 2 400 milliards d'euros par an pendant 20 ans pour limiter le dérèglement climatique, il met en évidence un défi dont l'ampleur exige une véritable révolution. Pour réussir la révolution écologique, une révolution sociale est donc nécessaire. Cela implique de s'attaquer à la domination du capital, à ses pouvoirs, à ses règles, à ses critères, à la façon dont il imprègne notre culture et nos modes de vie, de poser les questions des gestions nouvelles, de la mobilisation de l'argent, pour le progrès social et écologique.

2.6 La revendication d'égalité entre les femmes et les hommes : un mouvement mondial sans précédent et profondément révolutionnaire

La question des femmes doit également se poser en termes de partage des pouvoirs et des rôles. Les femmes doivent être présentes à tous les niveaux des instances politiques, investissant ainsi les lieux de pouvoir. Aux côtés et à l'égal des hommes, les femmes font vivre une démocratie où s'élaborent des transformations émancipatrices pour les femmes, contribuant ainsi au bien vivre pour toute la société. Parce que les inégalités, en affectant les femmes, touchent aussi les hommes, la lutte pour les droits des femmes doit dépasser le mouvement féministe.

Alors que dans notre pays, comme dans tous les pays du monde, les femmes sont en lutte depuis des décennies contre la double domination capitaliste et patriarcale qu'elles subissent, le mouvement #MeToo a agi comme un puissant révélateur que toute notre société, jusqu'à notre parti, ne peut ignorer. L'oppression des femmes, qui représentent la moitié de l'humanité, est spécifique, car elle est à la fois le produit de la société de classes, mais aussi de la famille et de la société patriarcale. Le patriarcat, c'est-à-dire le système social de domination des hommes sur les femmes, a précédé le capitalisme. Ce sont deux systèmes qui se nourrissent mutuellement sans jamais se confondre. Ils ont structuré nos sociétés notamment en formalisant la séparation des lieux de production et ceux de reproduction, en assignant le travail domestique aux femmes, en assignant les femmes à un rôle de

subordination... Le cadre familial est le premier lieu des violences faites aux femmes. Aujourd'hui, il n'est plus possible de les ignorer, tant la vague de témoignages est immense. Ils proviennent de femmes de tous âges, de toutes origines sociales. Cette dénonciation sans précédent a rendu visible l'ampleur et le nombre de femmes victimes de harcèlement, de violences sexuelles et de viols dans la sphère familiale, le monde du travail et l'espace public, comme dans les milieux associatifs, syndicaux et politiques. Ce mouvement a mis à mal l'illusion que l'égalité femmes-hommes serait acquise.

Les femmes ont toujours été actrices de leur libération et de leur émancipation, que ce soit pour obtenir le droit à la contraception, à l'IVG (que nous voulons inscrire dans la Constitution), qui leur ont permis de prendre le contrôle de leur corps, de leur fécondité et de leur sexualité. Remis en cause partout sur la planète, il est au cœur de luttes féministes déterminantes, contre les attaques puissantes des réactionnaires et des intégristes religieux. La marchandisation des corps (prostitution, GPA : gestation pour autrui) est également l'objet de fortes mobilisations pour en libérer la société.

Les inégalités salariales entre les femmes et les hommes à travail de valeur et de qualifications égales sont de moins en moins supportées et apparaissent pour ce qu'elles sont : une inégalité systémique, une injustice d'un autre temps. Elles doivent être abolies. Les femmes figurent parmi les premières victimes de la précarité, de la destruction du code du travail et du statut de la fonction publique.

Le niveau de prise de conscience des mécanismes du patriarcat est tel, actuellement, que le mouvement féministe peut être porteur de transformations révolutionnaires. Agir en faveur d'un nouveau développement pour l'humanité tout entière implique de lutter conjointement contre le capitalisme et le patriarcat jusqu'à leur abolition et la construction d'une nouvelle civilisation.

2.7 Pour l'égalité totale des droits des personnes LGBTI+

Les exigences d'émancipation et d'égalité posent la question de la reconnaissance et du respect des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles, transgenres, intersexes (LGBTI+). L'émancipation passe donc par le fait que la société cesse de s'appuyer sur un schéma binaire hétéronormé alors que de nombreuses personnes ne s'y inscrivent pas. Les agressions, les LGBTI-phobies, les discriminations sur les lieux de travail et ailleurs restent une réalité quotidienne pour les personnes LGBTI+. Elles devraient relever d'une application stricte de la loi et de condamnations systématiques. Les luttes menées pour l'émancipation de chacun affirment l'égalité de tous et la liberté fondamentale de vivre son orientation sexuelle et son identité de genre telles que chaque personne l'entend. Elles requièrent, en France comme partout dans les relations internationales, l'engagement profond et systématique du PCF et sa présence résolue sur le terrain. De nombreux droits restent à conquérir, à consolider et à faire passer dans le quotidien de notre société. Il reste encore beaucoup à faire dans notre pays, notamment sur la PMA pour toutes les femmes et tous les hommes transgenres, le changement d'état civil pour les personnes transgenres, le don du sang, et l'application ferme des lois contre les discriminations et les violences.

2.8 L'antiracisme inséparable du combat pour l'égalité et l'émancipation

Les actes racistes, antisémites, xénophobes, islamophobes, quelles que soient leurs cibles et leur nature, sont toujours très nombreux et augmentent en France. Cela correspond à un paysage européen extrêmement inquiétant, avec l'essor de l'extrême droite xénophobe et ethniciste et la complaisance de la droite vis-à-vis de cette dernière.

Le racisme est un rapport social de domination, d'exploitation et d'oppression. Il se différencie de la xénophobie qui est une relation d'hostilité envers l'étranger. Il s'appuie à la fois sur des fractures de l'histoire, des discriminations enracinées et des imaginaires puissants, qui reproduisent en permanence l'exclusion de secteurs entiers de la population. Ces représentations conduisent des citoyen·ne·s, français·es depuis plusieurs générations et descendant·e·s de l'immigration postcoloniale ou des citoyen·ne·s d'outre-mer, à subir elles/eux-mêmes le racisme et un certain nombre d'entre elles/eux à intérioriser cette assignation à une identité ethnique et culturelle.

Ces questions interpellent la société française et la gauche. Notre parti doit poursuivre sa réflexion et l'approfondir afin d'y apporter ses réponses communistes.

Le racisme prend aujourd'hui une dimension structurelle voire institutionnalisée qui mine la vie des habitant·e·s des quartiers populaires, en particulier celle des jeunes : accès à l'emploi, logement, contrôles au faciès, etc. Le racisme s'articule avec les rapports de classe et de genre : ces systèmes se nourrissent mutuellement sans jamais se confondre. Toutes ces oppressions sont contraires à l'émancipation humaine, il faut les traiter ensemble en posant l'exigence universelle de dignité et d'égalité de traitement.

2.9 La lutte contre les discriminations subies par les personnes porteuses de handicap : un défi de l'égalité

Notre société, entièrement construite autour de l'efficacité financière, ne fait que peu de cas de celles et ceux qui sont encore trop souvent considéré·e·s comme une charge. Malgré les promesses faites à chaque campagne électorale, la France prend un retard considérable dans l'intégration de ces personnes et pour leur vie autonome. C'est un non-dit et une ségrégation insidieuse allant souvent de pair avec une grande pauvreté pour les premier·e·s concerné·e·s et leur entourage. Relever ce défi de l'égalité est incompatible avec les politiques libérales de réductions budgétaires. Les besoins sont immenses, tant en termes d'accessibilité des transports, d'accès au logement, à l'éducation, aux soins... Les communistes répondront présent·e·s pour relever ces défis qui sont ceux de la solidarité humaine.

2.10 Les luttes de la jeunesse sont symptomatiques des aspirations nouvelles et de la violence à laquelle elles se heurtent

Alors que la jeunesse est porteuse d'expériences et d'aspirations multiples, elle se heurte aux principes de mise en concurrence et de compétition propres au capitalisme. Contrairement aux poncifs véhiculés par la droite et l'extrême droite, les valeurs de solidarité, d'égalité et de justice ont du sens au sein de la jeunesse. Le capitalisme prétend satisfaire aux attentes de la jeunesse alors qu'il est incapable de répondre à ses besoins d'émancipation. Pourtant, dès leur accès à la formation et au monde du travail, les jeunes constituent pour le capitalisme une porte d'entrée privilégiée pour précariser toute la société.

Ils et elles paient très cher les reculs sociaux, démocratiques, culturels imposés par le capital. Ils et elles sont lourdement frappé·e·s par le chômage. Les jeunes sont obligés de passer par de longs sas de précarité avant d'espérer accéder à une situation leur permettant de construire leur avenir. Bien qu'ayant un niveau de connaissances plus élevé que leurs parents, ils vivront probablement moins bien qu'eux. La dégradation des services publics pénalise tous les usagers et touche particulièrement les jeunes dans leurs accès aux droits. Les premier·e·s concerné·e·s sont les jeunes

des communes rurales et des quartiers populaires. Ces dernier·e·s sont victimes de stigmatisations et de discriminations, encore plus fortement selon leur lieu de résidence.

L'enseignement supérieur et la recherche subissent de plein fouet les projets de transformation du travail et de la formation du capital. Alors que la moitié d'une génération passe chaque année par les bancs de l'université, la bataille contre la hausse des frais d'inscription, suite logique de la sélection, est une exigence de premier plan pour les communistes. Les étudiant·e·s doivent avoir les moyens de se consacrer pleinement à leurs études. Elles et ils peinent à mener correctement leurs études, notamment face à la nécessité de travailler après leurs journées de cours.

La contradiction entre l'avenir qui leur est assigné et leurs aspirations est source de détresse, mais aussi, de plus en plus, de révoltes et de mobilisations : les lycéennes et les lycéens, les étudiantes et les étudiants contre *Parcoursup* revendiquent leur droit à une formation de haut niveau, les jeunes cheminotes et cheminots, les jeunes salarié·e·s de la fonction publique et dans les entreprises sont souvent en première ligne dans des luttes dures pour les droits, la dignité, les salaires. Nous devons donner de l'écho aux luttes engagées par les jeunes, à leur envie d'être écouté·e·s et autonomes. Agir avec la jeunesse et favoriser son émancipation sera indispensable pour lutter efficacement contre le capitalisme.

**

Le capital se nourrit de tout ce qui divise les êtres humains. Chercher ce qui les unit et y travailler activement, c'est combattre l'ordre établi. Conjuguons luttes de classe et d'émancipation.

Notre époque est celle d'un conflit violent entre le vieux monde capitaliste, rongé par la surexploitation et le cancer financier, et d'immenses possibilités d'émancipation et de partage qui ouvrent la voie vers une nouvelle civilisation. Un nouveau choc se prépare, plus profond et plus mondial. Tout donne à penser qu'il sera plus violent. Pour affronter ce choc, pour mener cette bataille, nous avons besoin du Parti communiste.

Nous devons nous donner les moyens d'alerter sur la catastrophe qui vient, d'agir, de rassembler et d'éclairer dans l'action sur la nécessité de mettre en cause le capitalisme pour un changement de société et de civilisation. Ouvrons le débat sur ce que peut être une société qui se dégage de sa domination et fait grandir des transformations révolutionnaires, une cohérence d'objectifs politiques, de moyens et de pouvoirs, vers le communisme. Le développement des idées et des propositions communistes, dans la société, au service d'actions et de transformations de portée révolutionnaire, est aujourd'hui un enjeu politique majeur, en France, en Europe et dans le monde. C'est la clé de notre congrès extraordinaire.

3. Le communisme de notre temps : visée historique, chemin de lutte

Les réponses capitalistes aux défis de notre temps, fondées sur une exploitation sans limite des êtres humains et des ressources naturelles, minent les bases même d'une civilisation humaine. Elles se heurtent à des contradictions insurmontables. Alors que le niveau atteint par les connaissances et techniques ouvre de nouveaux horizons à l'humanité, notre mode de développement la conduit dans une impasse aux conséquences gravissimes : les désordres climatiques et environnementaux, les guerres et les injustices mettent le devenir humain en danger.

À cette organisation sociale centrée sur la réalisation de profits toujours plus élevés et l'accaparement des richesses par une infime minorité concentrant l'essentiel des pouvoirs, doit succéder un nouveau cours, une nouvelle société centrée sur l'accomplissement d'une humanité riche et épanouie, fondée sur le partage et la collaboration, prenant soin de tous et de tout, débarrassée des exploitations et des dominations qui les accompagnent.

Le communisme est le processus par lequel les hommes et les femmes dépassent le capitalisme, nourri de luttes quotidiennes, sociales, politiques et sociétales et de rassemblements politiques construits sur des perspectives partagées par le plus grand nombre.

Il vise une transformation radicale de notre société pour une société de partage des richesses, mais aussi des pouvoirs, des savoirs et des rôles : une société sans classes, sans guerres, dépassant les nations ; une société où exploitation et aliénations sont abolies. En cela le communisme s'oppose radicalement au capitalisme, et à son idéologie, le libéralisme. Il s'oppose à toute forme de domination et porte une nouvelle conception du développement humain sans hiérarchie des luttes émancipatrices.

Le communisme est à la fois l'objectif et le chemin menant à une société dont le but et le moyen deviennent progressivement le développement émancipé de chacune et de chacun, comme personne et en société, ou comme disait Marx comme « individu intégral ». Une société où « le libre développement de chacun devient la condition de libre développement de toutes et tous ».

En ce sens, les luttes immédiates à organiser et les rassemblements à construire sont constitutifs de chemins vers cette nouvelle société. Le communisme est donc inséparable d'objectifs sociaux et écologiques ambitieux, de pouvoirs démocratiques inédits, de moyens financiers nouveaux qui dessinent des avancées émancipatrices vers une transformation radicale de civilisation.

3.1 Le communisme à l'ordre du jour

La crise du système capitaliste et ses contradictions d'une profondeur inédite ouvrent une nouvelle période historique. Avec les débuts de la révolution technologique informationnelle et ses exigences de partage, la perspective d'aller « au-delà » du marché capitaliste prend un caractère plus concret.

Le développement des capacités de chacune et chacun, l'émancipation de la personne dans toutes ses dimensions, devient nécessaire pour le bien commun de toute la société. Cela rencontre les formidables aspirations à l'émancipation personnelle.

Les besoins nouveaux de créativité dans le travail comme dans le débat démocratique poussent en faveur d'une prise de pouvoir par les travailleuses et les travailleurs dans l'entreprise, les citoyennes et les citoyens dans les institutions et les territoires.

Tout le système d'actuelle délégation de pouvoir doit être dépassé, comme y invite la crise profonde de la démocratie parlementaire, mais aussi l'étouffement de la créativité des salarié·e·s dans les entreprises par les monopoles du des pouvoirs patronaux. Tout développement de la démocratie entre en contradiction radicale avec le capitalisme ; c'est au contraire, pour nous, le but et le moyen de notre combat révolutionnaire.

Le dépassement du capitalisme n'est pas une utopie, une idée à formuler, c'est un processus de transformation révolutionnaire et démocratique que nous devons chercher à construire par nos propositions et notre projet, et à faire vivre au cœur des luttes sociales et d'idées.

L'idéal communiste, longtemps identifié au grand espoir soulevé dans le monde par la Révolution d'Octobre, a été défiguré par les crimes du stalinisme, la négation de la démocratie. Il a, en outre, été atteint par l'effondrement du système soviétique à l'issue d'une crise profonde d'inefficacité économique. Un effort de novation est devant nous, de même qu'une bataille d'idées est à mener pour mettre le communisme à l'ordre du jour dans les consciences, l'inscrire au centre des débats sur le devenir du monde, faire mesurer combien notre société porte cette nécessité.

3.2 Un processus révolutionnaire

Pour nous, le communisme n'est pas un projet de société figé et achevé que nous aurions seulement et par notre seule volonté à faire partager. Il est un mouvement réel pour l'émancipation de chacun·e et de toute la société. Il est tout à la fois un but et un chemin de lutte et de transformation s'appuyant constamment sur la mise en mouvement du plus grand nombre, favorisant l'élévation du niveau de conscience, donnant force aux élans et expériences qui existent et se développent. Celles-ci traduisent de puissantes aspirations, déjà présentes dans la société, de dépassement des rapports d'exploitation et de toutes les dominations. En cela, le communisme est un processus historique d'abolition réussie du capitalisme, du racisme, du patriarcat, poussant tous les acquis vers une nouvelle civilisation dans laquelle le libre développement de chacun·e est la condition du libre développement de tou·te·s. C'est cela le dépassement du capitalisme.

Il s'agit de dépasser l'enfermement de chacune et chacun dans les aliénations d'un travail, d'une consommation et d'une vie sociale dominées par une production au service de la marchandisation et de l'accumulation, qui détruit les êtres humains et la nature ; et, en dépassant la soumission des activités à l'accumulation capitaliste, de faire avancer une efficacité sociale pour le droit au bonheur de chacune et chacun.

Nous devons constamment réfléchir et agir à partir des contradictions de la société et des consciences. En effet, même s'il est affecté et travaillé par l'offensive du capital, le mouvement réel de la société est complexe, riche et contradictoire. Les luttes du monde du travail, malgré les offensives de régression sociale et l'hostilité des médias, continuent de marquer avec force le réel. Au sein des entreprises, le travail est affecté par ces réalités montantes. À l'heure de la révolution informationnelle et numérique, l'intelligence partagée, le travail décloisonné entre des collectifs qui échangent en permanence est une exigence majeure contradictoire avec les stratégies de mise en concurrence des salariés et les exigences de rentabilité du capital. On le voit à la diversité des

combats citoyens qui se multiplient, aux pratiques de co-élaboration et d'« agir ensemble » qui connaissent un développement foisonnant dans l'économie sociale et solidaire, dans des structures nouvelles (tiers lieux ou fablabs) ou encore dans le secteur associatif. Ce sont autant de points d'appui déjà présents dans le réel : ils représentent un potentiel considérable de rejet des dominations, des rapports capitalistes sur la société. Le processus révolutionnaire implique pour les communistes d'être immergé·e·s dans les luttes multiformes, les pratiques solidaires et émancipatrices, de contribuer à rassembler autour d'elles, d'agir pour qu'elles convergent en acquérant plus de lucidité sur la nature des obstacles qu'elles rencontrent et sur la nécessité de propositions alternatives et de rassemblements.

Ce faisant, nous pourrions mieux convaincre de la nécessité d'une révolution des rapports sociaux de production, de consommation et de répartition avec :

- une appropriation sociale des moyens de production, d'échange et de financement, de la gestion des entreprises, une transformation des buts poursuivis, des pouvoirs de décision, et des critères de gestion au service de l'efficacité sociale s'appuyant sur des formes de propriété et de pouvoir nouvelles ;
- l'avancée d'une sécurité d'emploi ou de formation, avec des activités de développement des capacités de chacune et chacun, garantissant une continuité de revenu tout au long de la vie, dépassant le salariat capitaliste, vers une société sans classe. Notre proposition doit alimenter un grand débat au regard des propositions de salaire à vie, revenu universel ou Sécurité sociale professionnelle, suscité par la crise du marché du travail ;
- un nouvel âge de la démocratie à tous les niveaux et dans tous les domaines impliquant notamment des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens.

Cela suppose une révolution politique qui, à chaque étape, arrache toujours plus au capital la maîtrise des leviers de pouvoir, notamment ceux de l'État. Cela signifie une transformation ininterrompue des institutions, avec des pouvoirs d'intervention directe, décentralisés, de tous les acteurs sociaux, des citoyennes et citoyens. Cela permettrait de pousser la démocratie jusqu'au développement de l'autogestion économique et politique.

Dans cette nouvelle civilisation, chacune et chacun aurait tous les moyens effectifs de contribuer à son propre bonheur. Forte de nouvelles valeurs, cette civilisation permettrait l'épanouissement et la créativité de chaque individu et de toutes et tous, ensemble.

L'humanité pourrait mettre un terme à toutes les dominations sociales et à toutes les formes de discrimination, pour une société d'égalité dans la différence. Elle deviendrait capable de transmettre la Terre aux générations futures, en respectant son intégrité, sa diversité, sa beauté.

3.3 Porter un projet communiste

Un projet communiste doit comporter des axes de transformation révolutionnaire. Ceux-ci doivent être cohérents pour une transformation effective. Sa configuration doit se modifier au rythme de l'expérience acquise par les luttes, comme au rythme de l'avancée des connaissances. Il s'agit, au total, d'avancer en pratique en rassemblant largement, malgré les conflits inévitables, les

contradictions, les compromis et les incertitudes dans une construction qui puisse changer réellement la société.

Des objectifs sociaux transformateurs

L'emploi au cœur de la transformation sociale : notre proposition de sécurité d'emploi et de formation

Le chômage, la précarité et les boulots vides de sens ne sont pas des fatalités. Nous voulons avancer vers une sécurité d'emploi et de formation permettant à chacune et chacun de conjuguer mobilité choisie et sécurité accrue de ses revenus et de ses droits. Cette proposition prenant appui sur l'aspiration partagée à une formation et à une mobilité choisie, à un travail utile et qui ait du sens, comme sur la nécessité pour la société d'élever le niveau de formation et de qualification pour répondre aux besoins de souplesse et d'adaptabilité de la production moderne. À la faveur d'une réduction massive du temps de travail, permise notamment par les gains de productivité apportés par les nouvelles technologies, ce système pleinement réalisé permettrait de supprimer le chômage, de révolutionner le contenu du travail, de dépasser l'opposition travail-hors travail, tout en répondant au besoin de souplesse, de progrès et d'adaptabilité de la production moderne. Il ouvre la voie à une nouvelle organisation des temps de la vie, donnant à toutes et tous plus de temps pour se former, plus de temps à consacrer à sa famille, plus de temps pour la vie sociale, pour les activités sportives, politiques, syndicales ou associatives. Progresser dans sa construction est inséparable de la défense et de la promotion d'une protection sociale efficace parce que financée à partir des richesses créées dans les entreprises. Des éléments essentiels d'avancées immédiates vers ce projet ont déjà fait l'objet d'une proposition de loi des députés communistes.

La culture et l'émancipation humaine sont au cœur de ce projet. Plus celui-ci va se développer, plus il va appeler à une nouvelle culture, à un dépassement des anciennes cloisons, plus il va nécessiter la participation de chacune et chacun aux activités culturelles et créatrices.

Pour une protection sociale du XXI^e siècle

Il nous faut assurer collectivement aujourd'hui des droits sociaux nouveaux pour chacun et chacune tout au long de la vie. Nous avons l'ambition d'un haut niveau de sécurité sociale dans la continuité et la modernité du programme du Conseil national de la Résistance (CNR). Il nous faut rompre avec son démantèlement organisé, tant dans le domaine de la santé, de la politique familiale ou des retraites. Nous refusons son étatisation, mettant un terme à ce qui est son essence, la solidarité, basée collectivement sur le principe « chacun·e cotise selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. » Nous voulons, par une campagne d'ampleur inédite, sauver notre Sécurité sociale et la remettre entre les mains du peuple. L'argent existe. Il faut que soient restitués à notre peuple les profits et l'argent des exonérations de cotisations confisqués par le patronat. Ce combat pour l'émancipation humaine passe par un nouvel élan nécessaire pour une Sécurité sociale du XXI^e siècle.

Cela doit permettre notamment le remboursement à 100 % des soins prescrits, la prise en charge de la perte d'autonomie et l'universalité de la politique familiale. Dans le cadre d'une société pour tous les âges, la retraite financée par la Sécurité sociale, à prestations définies, doit permettre une vie digne à partir de 60 ans, dans la continuité d'une alternance de formation et d'emploi entre 18 et 60 ans avec une sécurité des revenus.

Pas d'émancipation humaine sans culture

La culture est un bien commun. Ni marchandise, ni catégorie parmi d'autres de l'action publique, elle donne le sens d'une politique émancipatrice. C'est pourquoi la question culturelle est un enjeu politique fort, au cœur de notre ambition révolutionnaire.

Le capitalisme mondialisé et financiarisé trouve dans le champ culturel une nouvelle source colossale de profits comme en témoigne la capitalisation boursière des Gafam. Mais il faut bien voir que son ambition est aussi et surtout d'imposer son hégémonie culturelle en s'emparant des imaginaires, singulièrement ceux des jeunes. C'est pourquoi les politiques culturelles libérales favorisent la fabrication et la diffusion de « produits culturels » standardisés et uniformisés et se livrent à un véritable démantèlement de notre service public de la culture construit depuis la Libération au sein d'une démarche politique émancipatrice, sociale et culturelle. Ils sont bien aidés en cela par la montée des populismes, des nationalismes et des néo-fascismes qui prétendent affronter les libéraux en préconisant des solutions racistes et xénophobes, identitaristes et communautaristes, guerrières et obscurantistes totalement contraires à notre visée humaniste.

Dans une volonté de reconquête des idées et des valeurs, des images et des mots progressistes, nous voulons ouvrir plusieurs chantiers contribuant à l'élaboration d'un nouveau projet culturel.

Le chantier de la création, où il s'agit de donner un nouveau souffle à la liberté de créer, en refondant les politiques publiques de soutien à l'art, et en sécurisant les parcours professionnels, les métiers et la formation des artistes, des techniciens et des actrices et acteurs de la filière artistique et culturelle.

Le chantier de la démocratie culturelle, où il faut absolument revenir sur la fracture qui s'est progressivement créée entre l'art et les artistes d'une part, et l'éducation populaire et notre peuple d'autre part. Il faut le faire dans l'école, au cœur du projet éducatif, dans les entreprises, au plus près des procès de travail, dans tous les territoires intégrés aux modes de vie et aux pratiques sociales. Arts et culture partout, pour tou·te·s et par tou·te·s.

Le chantier de la mondialité culturelle, afin de cesser de mettre les mots « art » et « culture » au singulier. Nous voulons mettre en relation et en conversation pacifique les peuples, les arts, et les cultures. Nous appelons à la construction d'un nouvel universalisme humaniste, égalitaire, prônant la liberté, le partage et l'échange.

Afin de mettre en œuvre ces chantiers, il faut des états généraux permanents et décentralisés pour l'art, la culture et l'éducation populaire, lieu d'échanges et d'actions, lieu de résistance et d'invention d'une alternative aux politiques libérales et populistes. Il faut la promotion d'une compétence partagée entre l'État et les collectivités territoriales pour refonder un service public de l'art, de la culture et de l'éducation populaire, assorti de moyens à la hauteur d'une ambition culturelle émancipatrice.

Une nouvelle expansion des services et du secteur publics

Les services publics doivent être une pierre angulaire de la construction d'une nouvelle citoyenneté et de la promotion de biens communs dans tous les domaines. Il s'agit de contester la domination du marché et de la concurrence aveugle, promue par les institutions européennes, pour promouvoir un

système de coopération où les services publics rénovés et de nouvelles entreprises publiques joueraient un rôle décisif d'entraînement.

Il est indispensable de promouvoir et inventer des entreprises publiques dans les secteurs de la production et des services. Il faut conforter les entreprises publiques dans les secteurs de l'énergie, des transports et des banques, maintenir et renforcer les services publics de la santé, des finances, du logement, de l'emploi, de la formation, de la recherche, de l'éducation, du sport, de la culture... Cela implique une transformation profonde des gestions avec de nouveaux critères, une barrière efficace à l'entrée des capitaux privés, des financements émancipés des marchés financiers, des pouvoirs d'intervention des salariés et de concertation avec les usagers, des coopérations très nombreuses et intimes en France, en Europe, dans le monde.

Pour une éducation pour toutes et tous

Le communisme vise à l'émancipation de tous les individus. Dans ce cadre, la formation joue un rôle primordial.

Nous affirmons que toutes et tous sommes également capables de réussir, pour peu que l'École soit pensée pour celles et ceux qui n'ont rien d'autre que l'école pour réussir à l'école. Le capitalisme néolibéral, concevant désormais l'École et le système de formation – enseignements primaire, secondaire et supérieur – comme un outil pourvoyeur de compétences et d'innovations utiles à la production, se propose de former sa main-d'œuvre en adaptant et individualisant les parcours et les contenus pour que ce plus haut niveau de formation et de créativité ne favorise pas une maîtrise accrue sur le travail, sur des choix collectifs et donc sur des pouvoirs nouveaux. En parallèle, il fait de la connaissance une valeur marchande, soumet l'école à sa culture de l'évaluation et aux normes de fonctionnement des entreprises, développe un marché scolaire en dehors de l'école et promeut un enseignement supérieur sélectif et payant.

Face aux projets du capital pour l'école, il s'agit de construire une école de l'émancipation, dont l'objectif ne soit pas de sélectionner une élite et dans laquelle la réussite serait pensée les uns avec les autres, et non les uns contre les autres. Cela passe par la revalorisation du métier d'enseignant.e, un abaissement des effectifs par classe mais aussi par la construction d'un nouveau contenu, de haut niveau et commun à tou·te·s, avec pour référence celui ou celle pour qui l'école n'est pas faite, intégrant les cultures technologiques et professionnelles dans la culture dite générale, refusant la territorialisation ou l'externalisation des enseignements culturels et sportifs, pour permettre aux élèves futurs travailleurs et citoyens de se construire.

La formation tout au long de la vie, comme l'éducation populaire, doivent également être placées au cœur des politiques publiques, nationales et locales, et préservées des logiques marchandes et normatives.

Promouvoir et soutenir la liberté de la recherche

La recherche, et la production de connaissances qu'elle assure, doit être développée, et sa liberté garantie. Les logiques de concurrence et de pilotage par le chiffre doivent être remplacées par la coopération et les projets de long terme. La recherche publique doit être dotée en postes et en moyens budgétaires stables afin de garantir sa liberté de création. La recherche, publique et privée, doit être protégée des exigences de rentabilité, des capitaux privés et de la logique managériale.

Une refonte écologique de la production et de la consommation : portons haut notre ambition écommuniste

Depuis la conférence de Kyoto en 1997, mais plus encore depuis la tenue de la COP 21 à Paris en décembre 2015, c'est l'accélération du réchauffement climatique qui rend urgente une refonte écologique et culturelle de la production et de la consommation. Il s'agit de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre d'ici à 2050 afin de limiter à + 2° C le réchauffement climatique d'ici à 2100. Dans un pays comme la France, mais aussi dans toute l'Union européenne, cela suppose des politiques de coopération se substituant à la concurrence afin de réduire les transports sur route, de développer le fret ferroviaire, fluvial et maritime, de promouvoir l'agroécologie et l'agroforesterie, de réduire la consommation globale de protéines d'origine animale, de promouvoir des pratiques culturales qui augmentent le stockage du carbone dans les sols tout en accroissant leur fertilité via le recours systématique aux couverts végétaux. Cela passe par :

- un nouveau modèle agricole produisant une alimentation saine, de qualité et accessible à toutes et tous ;
- une juste rémunération du travail paysan par des prix de base garantis à la production, une conditionnalité des aides européennes à l'agriculture à des critères d'emploi, de développement territorial, d'environnement, dans le cadre de la réforme de la Politique agricole commune applicable en 2020.

Le capitalisme exploite l'humain et les ressources naturelles pour son profit égoïste. La nature devrait être un bien commun de l'humanité tout entière au lieu d'être marchandisée, voire parfois privatisée. Il est le principal responsable de la crise écologique, provoquant pollutions, réfugiés climatiques, famines, difficulté d'accès à l'eau, guerres... Le sort de l'humanité et celui de la planète sont indissociables : comment protéger les écosystèmes, la biodiversité quand l'humain est en souffrance ?

Notre vision communiste, originale, juge complémentaires développement humain et écologie, sans les opposer. Pour nous, l'enjeu écologique renforce nos combats. Bien loin de les décentrer, il les élargit. Il confirme qu'il faut vraiment changer le mode de production et de consommation, qu'il faut une véritable révolution. Il faut une révolution dans les rapports sociaux de production, jusqu'aux techniques de production, une révolution de la répartition et de la consommation, et une révolution des pouvoirs et de la culture. Il faut une révolution qui affronte à la fois les pénuries et le consumérisme, qui ne répond pas aux besoins populaires tout en épuisant travailleurs et travailleuses comme la planète avec des productions inutiles marquées du sceau de l'obsolescence programmée.

Services publics et entreprises sont au cœur de l'enjeu écologique : service public de l'écologie, mais aussi de la santé, de la recherche ou du financement, mais aussi entreprises productives, avec de nouveaux critères de gestion (donc de production et de localisation), banques (avec de nouveaux critères d'investissement et de financement). Nous pouvons faire converger des forces du « dedans » et du « dehors » de l'entreprise, à partir du double enjeu social et écologique qui se rejoignent contre la domination du capital, les critères de rentabilité financière, l'austérité et le système de pouvoirs.

De nouvelles conquêtes sociales et écologiques doivent être gagnées par des batailles concrètes sur tous les sujets. Par exemple :

- la bataille pour des relocalisations industrielles, le développement de l'emploi, converge avec celle des circuits courts, pour réduire pollutions et réchauffement climatique ; elle suppose une nouvelle politique industrielle et de services ;
- un plan pour développer un nouveau *mix* énergétique remplaçant les énergies carbonées facteur de réchauffement climatique et associant développement des énergies renouvelables avec la maîtrise publique, sociale et démocratique, d'une filière nucléaire sécurisée et renouvelée ; s'inscrivant dans une transition énergétique, écologique et non malthusienne, ce plan nécessiterait un grand effort de recherche, d'embauches, de formation, d'investissement et d'innovation sociale ; il serait élaboré avec tous les acteurs sociaux et citoyens ;
- un plan d'urgence contre le réchauffement climatique exige aussi des mesures rapides, telles que la gratuité des transports en commun et de s'attaquer au pouvoir de la finance et des actionnaires pour relancer le ferroviaire, fret et voyageurs, avec des dépenses d'infrastructures et pour les entreprises publiques, à l'inverse du démantèlement de la SNCF programmé par Macron.

C'est désormais une bataille idéologique structurante, pour donner à voir la nouvelle société que nous voulons construire.

Des pouvoirs et droits nouveaux

Notre projet communiste place l'exigence d'égalité et d'émancipation sociale, économique, politique, culturelle au cœur de sa visée. Nous proposons de construire une société non sexiste. Agir pour un nouveau développement pour l'humanité tout entière et chaque individu implique d'en finir avec toutes les oppressions et les dominations pesant spécifiquement sur les femmes. Il n'y a pas de hiérarchisation des combats mais une interdépendance des différents fronts de lutte afin de transformer tous les rapports sociaux. En finir avec le patriarcat, c'est-à-dire le système social de domination des hommes sur les femmes, et avec les discriminations touchant les femmes est un combat inconditionnel et constitutif de notre engagement féministe. Les transformations qui bouleversent le monde contemporain donnent à ce combat une portée profondément nouvelle. En finir avec les racines profondes du patriarcat et des discriminations touchant les femmes se conjugue, pour nous, avec la perspective d'un dépassement du capitalisme jusqu'à son abolition et à la construction d'une nouvelle civilisation fondée sur la libre association des individus.

La conquête d'une égalité réelle pour toutes et tous, émancipée des origines assignées, des discriminations liées à l'âge, au genre, à l'orientation sexuelle, à la catégorie sociale, à l'apparence physique, à la couleur de la peau, au lieu d'habitation, à la religion réelle ou supposée, au handicap, doit être instaurée et affirmée en donnant les mêmes droits à chacune et à chacun, dans une égale dignité de participation et d'intervention. La politique des boucs émissaires, des relégations territoriales, des stigmatisations et de l'incitation au racisme doit être frontalement combattue. Elle brime et humilie massivement en même temps qu'elle vise à diviser. L'émancipation et le développement de la personne humaine appellent à l'éradication de ces fléaux, à la promotion de la liberté, de l'égalité, de la laïcité. Cette ambition appelle tout à la fois un effort culturel, un effort démocratique, une justice, dont l'indépendance doit être réaffirmée, une police au service de tou·te·s les citoyen·ne·s et un nouvel âge des services publics.

Les enfants subissent durement et de façon spécifique la conséquence de différentes crises : économique, des services publics, du système éducatif, de la protection sociale, crise sanitaire,

écologique... sur fond de désengagement de l'État. Ils sont victimes en outre de la persistance des rapports patriarcaux et trop souvent de violences intrafamiliales, harcèlement à l'école et cyberharcèlement, pédophilie. Nous réaffirmons, avec la Convention internationale des droits de l'enfant « le droit de chaque enfant à la paix, à la protection, à l'éducation, à la santé ».

La démocratie participative et d'intervention doit devenir un principe actif, un impératif des politiques publiques, avec de réels moyens d'intervention directe des citoyennes et citoyens. Elle suppose la création de nouveaux pouvoirs, un essor considérable des libertés et la conquête d'une égalité effective, en faisant en sorte que chacun·e dispose des moyens nécessaires à son accomplissement. Le rôle des salarié·e·s dans l'entreprise et des populations concernées doit prédominer, au lieu du monopole du capital et de ses représentants. Cet enjeu est au cœur de la lutte de classes d'aujourd'hui. L'intervention active et permanente des travailleuses et travailleurs dans l'organisation de leur travail et le fonctionnement de leurs entreprises et celles des citoyennes et citoyens dans la gestion des collectivités locales et de l'État doit être un objectif majeur des politiques publiques. La poursuite de cet objectif passe par la création de nouveaux pouvoirs et de nouvelles institutions, dont l'exercice et le fonctionnement sont à évaluer de façon régulière. Il s'agit de transformer les gestions des entreprises, des collectivités locales, de l'État pour leur faire assumer un but d'efficacité sociale, territoriale et écologique. Il faut aussi de nouvelles institutions permettant l'intervention populaire à tous les niveaux (des collectivités territoriales à l'État) pour une nouvelle République allant de pair avec une nouvelle construction européenne.

Cela implique de permettre à toutes et tous de comprendre le monde pour le transformer, de s'approprier des savoirs complexes et de construire une culture commune de haut niveau grâce à des services publics de l'éducation, de la formation et de la culture renforcés et profondément transformés.

À la même hauteur que l'ambition sociale révolutionnaire qui fait notre spécificité politique, qui nous rassemble, nous garantissons la liberté individuelle sous toutes les formes qu'elle peut prendre, sous les formes de la liberté de conscience, d'expression, d'information, de croyance, de religion, de la liberté sexuelle, de la liberté d'association culturelle, syndicale et politique. Cette dernière devant faire barrage à l'exploitation. Le communisme du XXI^e siècle est consubstantiellement un communisme de liberté.

Des moyens financiers

Émanciper société et économie des marchés financiers

L'argent et la monnaie sont l'instrument majeur de la domination du capital sur l'économie et la société. Un projet communiste doit promouvoir par la lutte un tout autre système de financement. Les marchés financiers, les grands actionnaires et le grand patronat imposent une logique de financement et de gestion qui soumet les entreprises à la domination du capital. Pour imposer une tout autre logique, nous voulons prendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent des entreprises (profits), de l'État (fond publics), des banques (crédit), des assurances (épargne). Au lieu de servir les profits, le coût du capital, l'évasion fiscale, cet argent doit financer les investissements efficaces, l'emploi, la formation, la recherche, l'écologie, l'éducation, l'égalité femmes-hommes... Il doit aussi financer les services publics dans les territoires au lieu de laisser la dette publique sous la coupe des marchés financiers. Cet axe de transformation concerne tous les niveaux d'intervention : local, régional, national, européen et mondial.

4. Un nouvel internationalisme pour relever le défi de la mondialisation capitaliste

L'internationalisme constitue l'un des fondements de l'engagement communiste.

Les profonds changements dans lesquels les peuples et la planète sont engagés appellent à travailler à des mobilisations populaires, une solidarité internationale amplifiées et renouvelées pour mettre en échec les dominations impérialistes et l'exploitation capitaliste. Celles-ci sont le ferment des humiliations, insécurités et violences.

Pour ces raisons, l'exigence de paix est au cœur de notre combat pour le dépassement de la mondialisation capitaliste, qui va de pair avec l'exigence d'une autre société.

Il s'agit pour nous d'inventer avec toutes les forces disponibles les nouveaux contours et les outils pour des combats communs internationalistes, qui renforcent les capacités émancipatrices des peuples et des travailleurs et travailleuses dans le combat pour dépasser le capitalisme en unissant les forces progressistes de transformation sociale sans exclusive.

4.1 De profonds changements du monde

Ce début de 21^e siècle est une époque de bouleversements démographiques, écologiques, technologiques, économiques, géopolitiques. Ainsi par exemple le PIB de la Chine est désormais comparable à celui des États-Unis.

On assiste à la généralisation et à l'exacerbation des fléaux du système mais aussi à l'apparition de nouveautés radicales et de potentielles transformations d'ensemble :

- le salariat se généralise dans tous les pays et l'humanité se concentre dans les villes, mais avec un chômage massif, une envolée de la précarisation, la mise en concurrence des salariés du monde entier, et l'explosion de nouveaux problèmes écologiques et sanitaires ;
- alors que se poursuit l'industrialisation du monde, le début de la révolution informationnelle s'accompagne d'une domination des entreprises réelles par des capitaux financiers de plus en plus monopolistiques et spéculatifs ;
- le défi climatique mondial, le recul drastique de la biodiversité, les déforestations, l'artificialisation des sols, les maladies liées à l'environnement, montent, mais monte aussi une conscience mondiale de ces défis, les potentiels technologiques et les alternatives pratiques pour y faire face ;
 - face au cancer financier qui se généralise, la responsabilité des banques, des multinationales, des paradis fiscaux et des organisations mondiales (FMI...) fait l'objet d'une prise de conscience mondiale ;
 - partout s'affirme une volonté d'émancipation des individus, hommes et femmes, mais qui peut aussi être dévoyée en un individualisme destructeur des solidarités traditionnelles ;
 - la nouvelle situation mondiale porte à la fois des possibilités nouvelles de communication et de partage, une ouverture croissante aux autres nations et à la diversité des cultures, et la

mise en cause des protections étatiques traditionnelles, la régression des droits sociaux conquis, l'exacerbation des dominations supranationales ;

- des intégrismes religieux et des conservatismes se développent, le repli sur soi et sur les frontières font le lit des extrêmes droites et des néofascistes en même temps que montent des mouvements d'émancipation multiformes ;
- la mondialisation dominée par des logiques capitalistes exige de nouvelles règles et institutions autour desquelles deux conceptions s'affrontent :
 - Des institutions et règles internationales qui mettent les peuples sous la tutelle du capital et des marchés, pour le profit égoïste et mortifère des multinationales, l'enrichissement des ultrariches, et les logiques de puissances. Des institutions qui entretiennent un néo-colonialisme comprenant le pillage des ressources des pays du sud, empêchant leur développement au profit des peuples.
 - Des institutions et règles internationales qui cherchent le développement des biens publics et des biens qui pourraient être communs de l'humanité, en mutualisant les forces des peuples et des États dans une logique de coopération, au service de l'emploi, des services publics, de la protection sociale, de l'environnement, de la santé, de l'émancipation culturelle et de toutes les libertés (démocratie, circulation...) en développant l'intervention des peuples, ouvrent un espace de dialogues et de confrontations contre les politiques économiques socialement destructrices, les effets néfastes des pollutions ou du réchauffement climatique.

Si la première des conceptions domine actuellement, elle ne l'a pas encore définitivement emporté. Pour nous communistes, la mondialisation est un terrain de luttes et de combats de longue haleine mais aussi d'engagements concrets immédiats.

La chute du mur de Berlin et l'échec de l'expérience soviétique ont favorisé l'expansion brutale du système capitaliste, ouvrant une nouvelle phase de la mondialisation, et ont alimenté une bataille idéologique forcenée pour discréditer définitivement l'idée communiste en soi, voire la criminaliser, et toute recherche d'alternative au système dominant. L'expérience soviétique et celles des pays de l'ancien « bloc de l'Est » méritent une nouvelle analyse critique marxiste approfondie.

Les mobilisations populaires des années 2000, chacune dans des contextes singuliers (Forums sociaux mondiaux, percées des gauches latino-américaines, *Occupy Wall Street*, mouvement de la Puerta del Sol, « printemps arabes », coalition pour le climat, mobilisations contre les traités de libre-échange et Tafta...) ont été des expressions de colères populaires ainsi que d'exigences de réformes économiques et démocratiques répondant aux besoins humains, de « sociétés plus justes », « d'un autre monde » fondé sur les principes de paix, justice sociale, démocratie et droits humains.

Ainsi reviennent objectivement à l'ordre du jour la recherche de dépassement des logiques de domination et d'exploitation du capitalisme, et l'aspiration à l'émergence de sociétés, d'un monde et de relations internationales au service de la satisfaction des besoins humains, sociaux, démocratiques, écologiques et non le profit et la finance. Cela met au défi des forces comme la nôtre de répondre à ces exigences.

4.2 Affrontement généralisé ou coopération et paix ?

La violence conjuguée des politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI à nombre de pays du Sud, en particulier en Afrique et en Amérique latine, celle des politiques d'orthodoxie néolibérale dans les pays développés, celle du passage à l'économie de marché dans les pays de l'ancien « bloc de l'Est », puis la crise financière de 2008, suivie du renflouement du système financier sur le dos des économies nationales ont à la fois aggravé les inégalités et les insécurités sociales dans chaque pays et au plan mondial, et suscité des résistances populaires inédites contestant les logiques néolibérales, la domination des marchés et institutions financières.

Loin de la « *fin de l'histoire* », les concurrences inter-impérialistes et les dominations ont été relancées : hyper-marchandisation du monde ; financiarisation massive débouchant sur la domination technologique et commerciale des multinationales ; unilatéralisme américain et renforcement de l'OTAN, alors que le monde devenait déjà plus multipolaire.

La crise de 2007-2008, qui a frappé les seuls pays capitalistes développés, a fragilisé l'image du capitalisme et la position d'hégémonie mondiale des États-Unis.

Pour autant, aucune alternative crédible n'a réussi à émerger. Les réponses cherchant à concilier avec la domination des marchés financiers ont vite rencontré des limites, les inégalités se sont creusées et la financiarisation est repartie dans le monde entier. Il s'est ensuivi une fuite en avant néolibérale et les rivalités économiques se sont envenimées. Des régimes populistes et autoritaires, portés par les puissances financières, sont apparus sur fond de crises institutionnelles, sociales et politiques dans différents endroits du monde et des partis nationalistes à caractère fasciste sont désormais au pouvoir dans plusieurs pays (Hongrie, Pologne, Italie, Turquie, Inde, Brésil...).

La course aux armements, la prolifération nucléaire, la remise en cause d'accords internationaux, comme celui de l'Iran, nourrissent les conflictualités meurtrières comme au Yémen, en Irak ou en Syrie.

En France, le budget des armées passe en 2017 de 32,7 milliards à 41 milliards d'euros dès 2020, soit de 1,78 % à 2 % du PIB selon les exigences des États-Unis à l'égard de ses alliés de l'OTAN. Le coût de la dissuasion nucléaire va atteindre 6 milliards d'euros par an à l'horizon 2030. Le nouveau programme des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins va s'étaler sur 20 ans, soit un budget de 120 milliards d'euros en estimation basse. L'arme nucléaire ne peut pas être la garantie de notre sécurité. Celle-ci exige une désescalade nucléaire et militaire. La France doit cesser à terme le commerce d'armes et dans l'immédiat dans les pays aux régimes dictatoriaux ou dans les pays engagés dans des conflits et engager une politique de diversification et de reconversion vers les activités civiles. Elle doit s'engager dans un processus de désarmement multilatéral. Promouvoir une culture de paix est essentiel.

Dans ce contexte, l'impérialisme américain utilise de façon de plus en plus agressive le dollar, son avance technologique informationnelle, son poids économique et son potentiel militaire, pour relancer son hégémonie.

Des phénomènes de fond s'y opposent :

- la révolution informationnelle accentue les contradictions entre développement des forces productives et rapports sociaux de production ;

- les institutions politiques, financières, culturelles qui assuraient jusqu'ici l'hégémonie mondiale du capital sont ébranlées car elles deviennent incapables de canaliser le mécontentement des peuples. De nouvelles organisations émergent, dans une recherche d'émancipation vis-à-vis des tutelles américaine voire occidentale (BRICS – Organisation de coopération de Shanghai – COP, le Groupe de 77 + Chine, etc.) Un nouveau type de multilatéralisme se cherche, à travers des ententes zonales contre l'unilatéralisme et le protectionnisme américain.
- Avec l'arrivée de Donald Trump au pouvoir s'est ouverte une nouvelle phase de la contre-offensive des États-Unis. Elle se heurte cependant à des résistances diverses sur tous les continents.

La Chine et l'Europe, la Russie, à des titres différents, sont particulièrement mises au défi. La Chine, immense pays en état de contester le *leadership* mondial des États-Unis, mérite une analyse conséquente et lucide.

Pour les communistes, il s'agit de construire un nouvel internationalisme capable d'opposer des réponses de coopération à ces logiques. Il s'agit de faire vivre en toutes circonstances nos valeurs anti-impérialistes, de paix, de solidarité et le droit à l'autodétermination des peuples.

Notre bataille pour la sortie de la France de l'OTAN et sa dissolution est une priorité car cette alliance politico-militaire prolonge une logique éculée, attise les tensions et a relancé une course au surarmement. Nous affirmons l'exigence de tout autres relations, que la France recherche de nouvelles constructions avec les pays en développement et émergents, en tendant la main aux peuples, pour des relations sur une base de coopération, d'émancipation et de codéveloppement, contre les logiques politiques dictatoriales et autoritaires et contre la domination du dollar américain sur tous.

Nous devons poursuivre le combat dans l'unité la plus large pour que la France signe et ratifie le Traité d'interdiction des armes nucléaires (TIAN) du 7 juillet 2017, adopté par 122 pays en assemblée générale de l'ONU.

Cela doit aller de pair avec l'action contre l'insécurité sociale et économique et, en France, une politique de défense au seul service de la nation et non d'intérêts industriels privés ou d'interventions extérieures. Dans ce but, il s'agit de transformer radicalement le rôle et le fonctionnement du FMI et de la Banque mondiale, et des autres institutions internationales, notamment l'ONU (FAO, Unicef, PNUD...), qui doit retrouver toute l'autorité nécessaire pour redevenir l'outil essentiel du maintien de la paix. Il s'agit également de contribuer à l'avènement d'un instrument monétaire de coopération mondiale alternatif au dollar. Cela répond aux attentes de nombreux peuples et pays.

La bataille pour la coopération entre les peuples et la paix est consubstantielle à l'engagement communiste. Repenser et reconstruire la paix, ce n'est pas envisager seulement la non-guerre.

Construire une société du bien commun constitue le rempart le plus efficace contre la violence et le chaos nés de la crise systémique du capitalisme et de ses contradictions.

Riposter à la violence terroriste par la seule voie militaire et sans stratégie politique, visant le retour de la paix et le développement, est une erreur grave qui n'a mis fin ni aux guerres, ni aux meurtres de masse.

Pour sortir du chaos, il faudra que la logique de paix prenne le pas sur celle de la guerre.

La France doit retrouver son indépendance en matière de politique internationale et de défense nationale pour promouvoir une culture de paix.

Nous sommes partisan·e·s d'un internationalisme des peuples et des travailleurs, des exploités. Notre engagement internationaliste soutient les mouvements émancipateurs dans leurs luttes, notamment les Palestiniens pour leurs droits et la reconnaissance de leur État, les Israéliens en lutte contre la loi État-Nation organisant la ségrégation et la discrimination, les peuples kurdes et sahraouis, et le peuple de Cuba contre le blocus illégal imposé par les États-Unis depuis 60 ans.

Il faut donner une place bien plus grande à la dimension internationale de notre action et à notre apport à une autre mondialisation. Le Conseil national et les communistes doivent être régulièrement saisis de l'analyse de la situation internationale, informés des débats au sein du PGE, des relations avec les partis communistes et progressistes. Celles-ci doivent être développées dans une démarche d'écoute, de respect mutuel et de solidarité. La situation nécessite une nouvelle capacité d'initiative de notre parti en Europe et dans le monde pour des actions communes.

4.3 Pour une France de l'hospitalité et une Europe de la solidarité

Nous affirmons la nécessité de l'ouverture de voies légales et sécurisées d'entrée en Europe (visas, droits d'asile, cartes de résident...) afin de lutter contre les réseaux de trafic d'êtres humains, les mafias et tous ceux qui profitent du travail illégal, qui dans certains secteurs ou régions se résume à de l'esclavage.

Une Europe solidaire abrogera les règlements de Dublin et établira des conditions de droit d'asile identiques dans tous les pays de l'UE, respectant la convention de Genève, assurera la protection des mineur·e·s isolé·e·s et accordera des visas humanitaires à celles et ceux qui fuient les zones de conflits. Elle permettra l'extension du statut de réfugié·e aux migrant·e·s climatiques.

La responsabilité de la France est d'accueillir dignement les migrant·e·s dans le respect des droits internationaux et des conventions des droits de l'enfant et droits humains.

L'hospitalité, la fraternité et la solidarité sont parties intégrantes de notre conception du communisme ; nous l'avons développée en avril 2018 dans une plaquette intitulée « Pour une France hospitalière et fraternelle, une Europe solidaire ». Les États doivent articuler leur politique migratoire avec des actions essentielles, comme l'abandon des accords de libre échange pour des partenariats favorisant le développement durable, la lutte contre le changement climatique, la prévention des conflits, la paix et la sécurité. Nous proposerons à toutes les forces de transformation sociale et associatives disponibles de co-organiser une Rencontre internationale sur les migrations.

4.4 Une autre construction européenne

Il faut en finir avec la construction européenne actuelle conçue au service de la domination du capital, avec en son cœur la BCE soutenant les marchés financiers, les multinationales et les grands capitaux monopolistes. Loin de la promesse d'une Europe de coopération et d'unité des peuples, on lui doit un chômage colossal, la désindustrialisation, l'agriculture familiale sacrifiée, la mise en cause des services publics et l'austérité généralisée, l'autoritarisme, le martyre du peuple grec, une fragmentation entre le Nord et le Sud, des fractures internes à chaque pays. On lui doit aussi la

montée des populismes et de l'extrême droite, jusqu'à des positions de pouvoir comme en Italie, une domination renforcée des États-Unis et du dollar. Il n'est donc pas étonnant qu'elle concentre la colère populaire. Le *statu quo* n'est pas possible.

Si le PCF peut être fier d'être la seule force politique française à s'être opposée avec détermination à tous les traités d'intégration néolibérale à l'Union européenne, notre responsabilité est de donner une perspective à cette colère.

Outre le domaine économique et social, nous voulons en finir avec d'autres tares fondamentales de l'actuelle construction européenne.

C'est le cas des violations des règles de la démocratie et de la souveraineté populaire. Le fait que l'UE se soit construite jusqu'ici à l'abri des peuples est au cœur du problème. Nous voulons inverser cette logique en plaçant l'implication des citoyennes et citoyens au cœur de la construction d'une autre Europe. Voilà pourquoi, sans prendre position sur l'indépendance de la Catalogne, nous n'acceptons pas que des responsables politiques et associatifs soient emprisonnés et poursuivis pour avoir organisé pacifiquement un référendum sur la création d'une république catalane indépendante. En démocratie, mettre des urnes à la disposition des citoyens ne peut constituer un délit.

C'est aussi le cas en matière de politique extérieure. Nous agissons pour une Europe qui rompe avec l'alignement docile de l'UE sur les politiques irresponsables et dangereuses des États-Unis ou d'Israël. Plus généralement, à l'opposé de l'absence actuelle d'initiative de l'UE susceptible de contrer le désordre mondial actuel, et même de sa participation active à la mondialisation capitaliste, nous voulons une Union qui use de son poids et de son influence pour faire émerger, avec tous les alliés qui le souhaitent, de nouvelles règles dans les relations internationales, plus justes, plus démocratiques, plus pacifiques.

C'est enfin le cas avec la question de l'accueil des migrants : l'Europe que nous voulons doit tourner le dos à l'*Europe-forteresse*, qui a conduit dans la dernière période à un véritable naufrage moral.

Nous considérons que les orientations très détaillées que nous avons développées en novembre 2013 lors d'une « Convention nationale du PCF pour un nouveau projet européen : refonder l'Europe » conservent, pour l'essentiel, toute leur pertinence. Les évolutions très rapides de la situation, telles que le *Brexit*, appellent l'actualisation de ces analyses par les communistes, que devra impulser la direction du Parti, de façon à progresser sans cesse vers un rassemblement de tous les communistes. Ceci pour permettre de dépasser dans l'action commune, avec nos propositions, les différences exprimées jusqu'ici.

Ainsi nos conceptions d'« une Union de nations et de peuples libres, souverains et associés », d'« une nouvelle construction européenne à géométrie choisie », parce que nos peuples en ont besoin pour relever des défis communs, au lieu du fédéralisme qui sert le néolibéralisme et la finance, méritent d'être encore explicitées.

Il en va de même de ses développements sur les fondements d'une Europe démocratique ; sur notre conception des obligations en matière de libertés, de droits fondamentaux, d'égalité des genres ; sur les transformations à opérer dans l'UE en ce qui concerne les jeunes.

Nous entendons développer l'« Europe sociale » et écologique comme le cœur de la construction européenne, l'Europe financière et monétaire doit être à son service. Une autre conception du rôle de la BCE est décisive : une BCE pour un essor des services publics et de l'emploi, avec notre

proposition majeure de création d'un « Fonds de développement social et écologique européen » sont particulièrement actuelles.

Ce projet ouvre également des pistes utiles visant à « impulser la transition écologique ». Il insiste sur l'importance d'une politique culturelle européenne soustraite à la loi du marché et consacre une place importante aux différents axes d'une *Europe de la connaissance*. Il traite des changements à apporter à la politique agricole commune, à la politique de la mer et des pêches ainsi que des conditions à créer pour « l'essor d'industries et de services créateurs d'emplois et répondant aux enjeux de notre époque ». Il aborde encore l'enjeu de « nouveaux rapports France-Allemagne-Europe du sud ». Il détaille notre conception d'une nouvelle politique migratoire européenne. Il consacre un important passage au rôle à faire jouer à l'UE sur la scène internationale, à commencer par les « régions géographiquement, historiquement ou culturellement proches ». Il passe en revue tant le rôle que pourrait jouer la France que la place des luttes sociales et politiques, des partis européens tels le PGE et des élus au Parlement européen, notamment du groupe de la Gauche unitaire européenne « pour modifier les rapports de force dans une perspective de changements profonds ».

Il est plus crucial que jamais de faire de cet acquis le bien commun de tous les communistes, comme une base de réflexion collective susceptible de mises à jour régulières.

La bataille pour « changer l'Europe » doit être menée sur les fronts social, démocratique, économique, écologique et politique. C'est seulement ainsi que nous réussirons à faire refluer les forces d'extrême droite qui aujourd'hui arrivent jusqu'à occuper des positions de pouvoir, notamment en Italie. Notre responsabilité est de donner une perspective à la légitime colère populaire qui cherche à s'exprimer.

L'expérience de démocratie citoyenne exemplaire dont les communistes s'honorent d'avoir été initiateurs et fer de lance, en 2005, dans la campagne pour le *non* de gauche au projet de traité constitutionnel (TCE) reste, à cet égard, une précieuse source d'inspiration, tout comme celle, avec la même démarche, de la campagne référendaire de 1992 sur le Traité de Maastricht.

Un choix a prévalu depuis plusieurs congrès : transformer radicalement l'Union européenne et ses traités ; agir pour une refondation de la construction européenne avec des propositions alternatives. Mais comment y parvenir dans le cadre de traités établis pour la mondialisation capitaliste ? Comment ouvrir sans attendre des brèches contre ces traités et leur logique ? Comment faire grandir l'exigence d'un autre type de construction européenne solidaire, respectueuse des peuples et des nations, contre le projet capitaliste, libéral et fédéraliste et contre la montée des replis nationalistes et xénophobes ?

Il s'agit de se situer sur le terrain européen et de se saisir de l'aspiration à une construction européenne, tout en considérant que le terrain national est fondamental et que ce sont bien les exigences du capital qui modèlent la construction européenne. Pour nous, ces terrains sont pertinents pour la lutte des classes.

La Banque centrale européenne (BCE) est au cœur de l'euro et de son utilisation antisociale et anti-écologique. Elle appuie les banques, les multinationales et les marchés financiers : aujourd'hui ce sont plus de 3 000 milliards d'euros qu'elle met à leur disposition pour soutenir leur rentabilité, leurs délocalisations et la spéculation. Si ce « *pognon de dingue* » avait servi à développer tous les services publics dans chaque pays d'Europe et à impulser la création par les entreprises d'emplois de qualité, la situation en France et dans l'UE serait tout autre. Les enjeux européens et nos batailles européennes doivent pouvoir être débattus en permanence par les communistes.

L'actualité en fait chaque jour la démonstration : la responsabilité des pays européens est devenue considérable pour une véritable coopération mondiale de codéveloppement avec les pays pauvres, les émergents et pour la paix.

LaREM tend un piège au peuple français – rester dans l'UE ou en sortir – avec son opposition entre « progressistes » et « nationalistes ». En réalité, cela est fait pour interdire le débat sur une autre Europe, car ce qu'il appelle « progressisme », c'est aller vers le fédéralisme, pour le soutien accentué aux forces du capital. Le Rassemblement national assume ce clivage et même s'en revendique, tandis que FI esquive le débat sur l'Europe en prétendant réduire les élections européennes à un référendum anti-Macron. Pour l'instant, les forces de droite apparaissent prises dans ce piège qui exacerbe leurs divisions sur le projet européen.

Nous voulons mener la bataille politique sur une autre Europe, avec des propositions radicales et réalistes. Des dizaines de millions d'Européen·ne·s véritablement progressistes sont conscient·e·s à juste titre du besoin d'une construction européenne commune face à la montée des extrêmes-droites, d'une mutualisation face au péril écologique, à la montée des pressions internationales, de la crise financière, face au *dumping* fiscal et à l'écrasement social. Nous voulons nous appuyer sur leurs aspirations et sur la protestation populaire pour construire une résistance porteuse d'alternative.

En Europe, le PCF travaille ardemment à l'unité entre forces communistes, de gauche, organisations progressistes et écologistes, sur le fond comme dans l'action. Notre parti entretient des relations bilatérales et multilatérales fructueuses pour les combats communs de toutes celles et ceux qui font face tant à l'UE du capital qu'au retour du fascisme. Il est à l'origine de la GUE-NGL (Gauche unie européenne-Gauche verte nordique) au Parlement européen, du PGE (Parti de la gauche européenne) et du Forum européen des forces progressistes. Il a vocation à renforcer ces coopérations, avec tous les partis qui partagent l'essentiel de ses analyses et de ses visées politiques.

Battons-nous en France, en Europe, avec les forces progressistes, les partis communistes, les peuples, pour changer l'Europe, pour une autre mondialisation.

5. Pour une nouvelle stratégie de rassemblement et d'unité populaire

Notre projet est fondamentalement démocratique, républicain et révolutionnaire. Il faut donc viser un rassemblement majoritaire, dont le contenu soit à la hauteur pour transformer réellement l'ordre existant dans la société, les entreprises et les institutions : c'est la stratégie du PCF.

Elle implique de mener le débat en permanence, aussi bien avec les travailleuses et travailleurs, les citoyennes et citoyens, qu'avec les partenaires de constructions unitaires. Elle vise à la construction d'un vaste mouvement populaire conscient auquel le PCF concourt par son apport, le développement de l'initiative communiste. Cela implique de combattre la défiance populaire envers la politique pour rendre impossible un détournement de la colère populaire au profit des forces réactionnaires, voire fascisantes.

Notre stratégie exige en permanence d'évaluer, jusqu'à les réajuster, en quoi nos initiatives dans les luttes et notre action dans les institutions contribuent à avancer vers nos objectifs. Le débat stratégique induit trop souvent et presque automatiquement un débat sur nos alliances notamment électorales. Aussi importantes soient-elles, les élections ne sont qu'un moment de l'activité révolutionnaire des communistes. Il nous faut marcher sur nos deux jambes : luttes et constructions politiques.

5.1 Les bases sociales et politiques du rassemblement

Une unité populaire est possible. Elle reste toutefois à construire, d'autant plus que les fractures et les divisions ont progressé. Des transformations du système productif et de l'organisation du travail, ces dernières décennies, le salariat est sorti en état d'extrême fractionnement, percuté par l'éclatement des statuts, l'individualisation du travail et les nouvelles méthodes managériales, traversé par la coupure entre secteurs public et privé, divisé par des réalités de vie souvent radicalement différentes. L'unification du salariat est un axe d'action décisif des communistes. Tout le salariat est aujourd'hui pris dans un rapport d'exploitation. Présentée comme une forme d'indépendance, l'uberisation et auto-entrepreneuriat l'aggravent. Les travailleuses et travailleurs indépendant·e·s sont pris dans cette même logique, qui met en péril les petites entreprises et leurs atouts humains. Le monde du travail et de la création dans sa grande diversité (des ouvrier·e·s aux cadres, avec ou sans statut, des infirmiers et infirmières aux enseignantes et enseignants jusqu'aux chercheuses et chercheurs, des privé·e·s d'emploi aux précaires, des jeunes aux retraité·e·s, des artistes aux artisans, jusqu'au monde paysan et marin) a fondamentalement des intérêts communs : faire reculer la domination du capital et de la finance. Cela s'exprime par une protestation commune grandissante contre le chômage, la précarisation, les bas salaires, les risques de déclassement et l'aliénation au travail. Cela s'exprime aussi par des aspirations à un droit à un logement digne, à un enseignement de haut niveau, à la formation tout au long de la vie, à la maîtrise du sens de son travail, à la possibilité pour chacun.e d'en vivre décemment, au partage des responsabilités jusqu'à l'intervention dans la gestion, à la maîtrise des trajectoires personnelles, à la réduction du temps de travail pour le développement de soi et pour une meilleure vie dans et hors travail.

Le progrès de ces facteurs communs est une menace pour le grand patronat, pour sa conception de l'entreprise et de la société. Macron engage toute la force de l'État avec ses réformes réactionnaires pour appuyer cette conception. En s'appuyant sur les aspirations individuelles, ils intègrent certains secteurs du salariat aux enjeux de compétitivité, de modernisation, d'efficacité et de financement présentées comme des solutions au maintien de l'emploi, tout en jouant sur la sensibilité d'une partie de la société aux enjeux écologiques. Ils cherchent ainsi à opposer les salariés entre eux, à

opposer les territoires entre eux, tout en stigmatisant les exclus qui ne contribueraient pas au système ; tout en accélérant la désertification. C'est aussi dans ce but qu'ils criminalisent les militant·e·s syndicales·aux, victimes d'une répression inique et frappé·e·s de lourdes sanctions.

En même temps, ils cherchent à couper les revendications sociales d'autres luttes aux potentiels émancipateurs considérables : les luttes des femmes, des jeunes, des travailleuses étrangères et travailleurs étrangers avec ou sans papiers, ainsi que celles concernant les dominations ou encore l'écologie.

À l'opposé de ce travail de division, il s'agit de faire prendre conscience par les luttes et l'éducation populaire qu'ils et elles s'affrontent à la même logique, au même adversaire et combien leurs aspirations ont des besoins communs : des services publics de qualité sur tous les territoires urbains mais aussi ruraux, avec une nouvelle ruralité porteuse du droit des populations à vivre, à décider et à travailler au pays ; d'une protection sociale de haut niveau, d'une sécurité d'emploi, de formation et de revenus. Luttés de classes et luttés contre les dominations doivent s'articuler dans notre action politique.

C'est la base sociale du rassemblement que nous voulons.

5.2 Le rôle irremplaçable du Parti communiste

Il faut viser des objectifs sociaux, environnementaux, culturels et de lutte contre les discriminations permettant de répondre aux attentes populaires. Pour les réaliser, il faut travailler sans cesse les contradictions pour faire grandir la prise de conscience des logiques à l'œuvre dans le fonctionnement du système capitaliste. En s'appuyant sur des actions concrètes, le PCF peut ainsi contester aux capitalistes la propriété des richesses : les avoirs, les moyens financiers, les pouvoirs institutionnels et les savoirs. Il doit assumer ce rôle, alors que les idées dominantes pèsent tant, dans la société et dans la gauche.

Nous prêtons une grande attention à ce que les luttes expriment comme besoin de société nouvelle, tout en prenant en compte les difficultés du mouvement social et ses contradictions.

Pour contribuer à leur dépassement, nous développons un corps d'idées et de propositions qui, avec l'apport du marxisme vivant, permettent de ne pas subir l'hégémonie des idées dominantes, de les bousculer et d'apporter des réponses efficaces aux problèmes posés.

Nous développons une intervention citoyenne en tout domaine et une pratique politique concourant à reconquérir individuellement et collectivement du pouvoir sur nos vies en cohérence avec notre projet de VI^e République. C'est avec cette démarche, et en s'appuyant sur les innovations sociales produites par le mouvement ouvrier, que nous sommes également actifs au sein des institutions.

C'est essentiel pour faire bouger les rapports de force, jusqu'à des changements dans les institutions en lien avec les élections et les luttes.

5.3 La recomposition politique

L'élection présidentielle de 2017 a accéléré la recomposition politique qui franchit une nouvelle étape.

La présidence Macron n'est pas le simple prolongement des précédentes. Il ne serait, prétend-il, ni de droite ni de gauche, et le seul à prendre à bras-le-corps les enjeux de la modernité. Sa présidence s'affirme comme une opération césarienne, qui a pour objectifs la transformation globale des structures de l'économie nationale dont rêvait le patronat depuis longtemps, l'asphyxie des derniers éléments de contre-pouvoir ayant survécu à six décennies de V^e République, renforçant ainsi la crise politique et de la démocratie représentative, la destruction du modèle républicain français, la mutation fédéraliste de la construction européenne, en réponse aux nouvelles exigences des marchés financiers, le tout adossé à une cohérence idéologique censée accoucher d'un « nouveau monde ». Jamais, depuis le putsch gaulliste de 1958, notre peuple n'avait été confronté à une visée d'une telle cohérence et d'une telle violence.

Si le macronisme a tiré sa force, en 2017, de l'effondrement des partis d'alternance et de l'affaiblissement de la gauche ramenée à son plus bas étiage électoral, ses fragilités n'auront pas tardé à l'ébranler. Un an après son élection, Macron voit s'affaiblir son autorité sur le pays et s'effriter le bloc social et politique sur lequel il s'appuyait. Comme pour ses prédécesseurs il n'y a pas de majorité populaire pour plier la France à la mondialisation capitaliste. Ce qui s'est traduit, entre autres, par la crise gouvernementale de septembre-octobre 2018.

Cet épuisement précoce, est appelé à durer. La question d'une alternative politique à Emmanuel Macron est d'ores et déjà posée. La droite et l'extrême droite cherchent à construire la relève politique, et la menace est sérieuse. Une recomposition s'est amorcée de ce côté. En dépit de son échec du second tour de la présidentielle, l'influence du Rassemblement national se maintient à un très haut niveau. Encouragée par la progression des partis d'extrême droite en Europe, l'emprise de ses idées est grandissante sur des secteurs entiers de la droite traditionnelle.

Il nous appartient de dissiper les illusions : on ne peut sortir le pays de la crise multiforme – économique, sociale, écologique et démocratique sans mettre en cause la dictature capitaliste de la rentabilité financière, sans lutter pour prendre le pouvoir sur l'organisation du travail et l'utilisation de l'argent, grâce à l'intervention citoyenne et avec des propositions alternatives. De nombreux exemples actuels permettent d'en faire la démonstration : Ehpad, hôpitaux, délocalisations, Alstom, SNCF, écologie, collectivités territoriales, etc.

Pour l'heure, il y a des différences importantes à gauche : il est de la responsabilité du PCF d'en expliciter publiquement les termes pour chercher à les dépasser.

Le Parti socialiste est entré dans un long processus d'effondrement, faisant écho à ce que subissent ses semblables européens. Incapable de sortir des impasses du social-libéralisme, il s'enferme dans la paralysie. Il conserve néanmoins un enracinement dans les territoires grâce à un réseau d'élus encore solide. Une social-démocratie peut renaître dans le futur, exprimant la recherche d'un « changement à petits pas » de la part de certains secteurs de la société et du salariat.

À l'occasion de la présidentielle, la « France insoumise » a capté une large partie de l'aspiration à la rupture nécessaire avec le quinquennat Hollande, au retour à une politique de gauche. Deux dynamiques la traversent : participer de la recomposition d'une nouvelle force sociale-démocrate, avançant des réponses réformistes sans prendre en compte l'enjeu de l'entreprise et les questions de

classes ; s'engager jusqu'au bout dans l'aventure du « populisme de gauche », au prix d'une rupture consommée avec les traditions de la gauche et du mouvement ouvrier.

Pour ce qui les concerne, les courants issus de la mouvance socialiste, notamment *Génération-s*, sont encore en quête de la cohérence d'orientation et des réponses pratiques qui leur permettraient de devenir des acteurs des réorganisations politiques nécessaires. Quant à Europe Écologie Les Verts, elle tend à se replier sur ses « fondamentaux », au détriment de l'articulation indispensable des questions sociales et écologiques.

Cette situation ne répond pas à ce que cherchent des millions de femmes et d'hommes de gauche qui aspirent à une nouvelle société et aux défis de la crise. Nous devons poursuivre l'analyse des dynamiques populaires qui ont conduit à cette recomposition politique.

C'est dans ces conditions qu'il revient au Parti communiste français de redevenir une force motrice pour reconstruire une gauche porteuse d'une alternative de transformation sociale, écologique et démocratique. Nous partageons de très nombreux combats dans les luttes sociales et les mouvements citoyens avec toutes ces femmes et ces hommes, toutes ces forces de gauche. Devant l'éclatement des repères, il faut désormais faire grandir des convergences de contenus et des rassemblements utiles à une transformation radicale : face à l'austérité, pour la hausse du pouvoir d'achat, des salaires et des pensions, pour le droit à la retraite, pour la promotion des services publics, pour la transition écologique, contre les réformes institutionnelles de Macron et pour le renforcement des pouvoirs citoyens, pour les droits humains et la lutte contre les discriminations, pour la paix.

La démarche communiste doit se déployer dans trois directions : construction politique, bataille d'idées et luttes.

5.4 Une union populaire et politique agissante

Tout au long de son histoire, le PCF a fait l'expérience de la nécessité de rassemblements pour faire renaître un espoir de changement et pour aider à dynamiser les luttes. Lorsqu'il a su faire de ces rassemblements un moyen pour la mise en œuvre de choix politiques nouveaux et non un but en soi, il a gagné en influence et en autorité.

Au regard des défis contemporains et de l'état des forces de gauche, c'est sur une nouvelle méthode, tirant les leçons du passé, qu'il entend dorénavant conduire son action pour l'union : travailler au rassemblement le plus large de toutes les couches salariales et populaires, développer la conscience des contenus et conditions des changements nécessaires, appeler en permanence à l'intervention populaire, mener une bataille de tous les instants sur les contenus, prendre des initiatives autonomes du PCF politisant les luttes, avec la constante ouverture au débat d'idées, et dans le même temps formuler une proposition stratégique à toute la gauche.

Pour obtenir de nouvelles conquêtes sociales majeures, travaillons à rassembler par la constitution de fronts de lutte sectoriels, pour faire progresser des objectifs précis de transformation sociale, écologique, démocratique. Ouvrons des espaces qui permettent la confrontation d'expériences entre les actrices de luttes d'un même secteur pour co-construire les propositions et les initiatives les plus rassembleuses. Au sein de ces espaces, cherchons à rassembler toutes les citoyennes engagées et les forces autour de plateformes politiques.

Les questions de programme et l'appropriation consciente de ces objectifs par la population acquièrent, à ce titre, une importance primordiale. Nous devons nous appuyer sur les attentes populaires, les luttes sociales et les mouvements citoyens et prendre en compte le niveau de conscience pour que les grandes transformations révolutionnaires que nous portons soient traduites dans un programme d'urgence à la fois crédible et en rupture avec les logiques capitalistes. S'attaquer à la domination du capital est décisif. Mais l'idée que ce n'est pas une question politique prédomine, de même que prédomine dans notre peuple, y compris à gauche, l'idée qu'on pourrait se contenter de s'y adapter. C'est l'obstacle majeur auquel notre parti doit s'attaquer. C'est décisif pour réorienter notre stratégie et l'ancrer. Cela doit être un fil rouge de ce programme d'urgence.

Ces fronts de lutte sectoriels doivent contribuer à préparer un changement de majorité politique dans le pays. Le besoin d'une majorité alternative au pouvoir de Macron est d'ores et déjà posé. Pour construire cette majorité, nous devons agir à toutes les échelles pour créer les conditions du rassemblement des forces sociales, citoyennes et des forces politiques de gauche opposées à la politique libérale, sans partenaire privilégié a priori, en proposant des campagnes communes et des alliances électorales qui ne soient pas des constructions de sommet mais des constructions assises sur l'intervention populaire. Nous voulons travailler à l'émergence d'un rassemblement populaire qui engage des ruptures et permette d'obtenir des conquêtes sociales majeures. Dans ce processus politique, il nous faut continuer à mener des campagnes autonomes afin de faire progresser la conscience populaire des changements nécessaires et le rapport de forces en faveur de nos idées.

5.5 La bataille d'idées

La société d'aujourd'hui est en proie à une très grande diversité d'opinions, pour beaucoup dictées ou soufflées par l'idéologie dominante. Nous voulons amplifier la bataille idéologique et culturelle.

Sur l'ensemble des questions de classes et de lutte pour l'égalité et l'émancipation, nous voulons construire des campagnes dans la durée. Aussi, outre les fronts que les luttes et l'actualité imposent, nous décidons d'une campagne permanente sur le coût du capital et sur la démocratisation du pouvoir dans l'entreprise. Nous voulons faire grandir la contestation radicale des critères de rentabilité imposés par le patronat, les actionnaires, les banques et les marchés financiers. Et indissociablement, nous voulons leur opposer le besoin d'une autre utilisation de l'argent pour l'emploi, la formation, la création de richesses dans les territoires, la satisfaction des revendications sociales et des besoins écologiques. Jugée importante par les communistes, cette campagne pourrait être transversale à nos différentes batailles et les renforcerait.

Comprendre le mouvement des idées qui traversent la société est une dimension incontournable pour agir au plus près des réalités. Des mutations profondes sont à l'œuvre avec des freins pour un projet d'émancipation mais aussi des potentiels à saisir. Cela nous demande une veille permanente sur ce qui naît de neuf. Nous devons nous donner les moyens d'y travailler avec esprit de suite.

De telles batailles dans une stratégie du PCF comme vecteur du rassemblement et de l'unité populaire contribueraient à construire le socle nécessaire au redressement de notre influence et de nos forces organisées. Elles doivent permettre de mobiliser conjointement militantes et militants, dans les entreprises et les localités, et les élu·e·s communistes, dans la diversité de leurs rôles respectifs et des moments politiques. L'évaluation permanente, en interne, de nos batailles pourrait nous conduire à affiner nos propositions nourries du débat social, modifier l'angle d'attaque de notre communication, entraîner davantage de communistes à y participer.

L'espace médiatique et les entreprises culturelles sont massivement dominées par les forces du capital, qui marchandisent l'information et la communication, le divertissement et la culture et les mettent au service exclusif de leur domination idéologique. Libérer les médias, la presse et l'édition des puissances de l'argent et de l'État est un combat communiste décisif pour le droit à une information pluraliste et l'accès à la culture pour tou·te·s. La bataille d'idées suppose que soit posée de toute urgence la bataille sur les contenus de l'enseignement et la refonte de l'éducation populaire.

5.6 De nouvelles relations avec le mouvement social

Les luttes sociales, les mobilisations citoyennes, de la défense des droits sociaux et humains à l'écologie, en passant par l'économie sociale et solidaire, couvrent un vaste champ d'attentes et de nouvelles pratiques de coopération. Ces mobilisations portent des objectifs d'émancipation humaine, de solidarité et un renouveau des modes d'action dans la proximité. Le PCF doit en être pleinement partie prenante, initiateurs·trices et acteurs·trices. Il doit contribuer à leur développement, agir pour qu'elles convergent, dépassent les obstacles qu'elles rencontrent et travaillent sur la nécessité de solutions politiques alternatives.

Nos rapports avec le mouvement social (syndicalisme, associations, mobilisations écologistes, féministes, des fiertés LGBTI, ZAD, Nuit debout...) doivent être fondés sur un état d'esprit d'indépendance mutuelle, d'échange et de coopération.

C'est d'autant plus important que dans les faits, tous ces mouvements réclament des pouvoirs d'intervention dans une dimension non délégitime. Cette démarche converge avec celle de notre parti, qui veut s'inscrire dans la construction d'une véritable alternative aux formes politiques du libéralisme en crise.

Il est donc nécessaire et possible pour le PCF de construire de nouvelles relations avec le mouvement social, syndical, associatif, de développer des espaces d'échange entre partis et composantes de ce mouvement. La recherche d'alternative serait impuissante sans jonction avec celles et ceux qui luttent sur des objectifs concrets. Et se pose, aux composantes du mouvement social, la question de relier leurs luttes à la visée d'une alternative d'ensemble, sans laquelle elles ne peuvent pas déboucher sur des victoires durables.

5.7 Être présents avec nos candidates et candidats à toutes les élections

À partir des spécificités de chaque échéance électorale, il est essentiel d'être présents avec nos candidat·e·s à toutes les élections.

Notre ambition est d'avoir, en renforçant l'influence de nos idées, le plus d'élue·s possible, à tous les niveaux. Elles et ils agissent au service de nos concitoyen.ne.s, des travailleurs.euses, construisent avec elles et eux des projets répondant à leurs attentes. Cela implique des rassemblements visant la construction de majorités politiques.

Porter une parole communiste claire dans les temps forts de la vie politique est nécessaire à la réussite de ces rassemblements. Dans chaque institution à laquelle elles et ils participent, les élu.e.s communistes continuent à porter leurs propositions.

Chaque scrutin a son importance et sa spécificité et nous les aborderons tous sans en sous-estimer aucun.

L'élection présidentielle est un moment structurant de la vie politique. Si elle bride les potentialités du mouvement populaire en les conditionnant à une personnalisation du débat politique, surdétermine l'ensemble des échéances électorales, elle est incontestablement l'occasion pour chaque formation de mettre en débat son projet et ses idées à l'échelle du pays. Le Parti doit travailler à créer les conditions d'une candidature communiste à l'élection présidentielle de 2022. Cela va de pair avec notre bataille sur le VI^e République, avec la réaffirmation de l'importance des élections législatives et sénatoriales, d'autant que les réformes institutionnelles d'Emmanuel Macron constituent un coup grave porté à la démocratie, menace le pluralisme et notre présence au Parlement.

Les élections européennes de 2019 portent sur des enjeux majeurs et sont une étape de la recomposition politique en cours. L'enfermement du débat dans la fausse alternative « pour ou contre l'Europe » est mortifère pour nos combats de classe. Le Parlement européen et la Commission européenne courent le risque d'être dominés par la droite radicalisée et l'extrême droite avec un Rassemblement national ambitionnant en France la tête du scrutin. C'est d'ailleurs sur ce risque qu'Emmanuel Macron s'appuie pour s'ériger en porte-drapeau des « progressistes » face aux « nationalistes », cherchant de ce fait à interdire le débat sur une autre construction européenne. Or, dirigeants néolibéraux et d'extrême droite défendent ensemble les intérêts de la classe capitaliste.

La vision de classe et internationaliste que nous portons a pour ambition de déjouer ce piège. Nous sommes d'ores et déjà en campagne pour promouvoir le projet communiste d'une union des nations et peuples libres, souverains et associés. Cette campagne lancée suffisamment tôt permet de montrer que le PCF est à l'initiative, qu'il défend des propositions offensives, qu'il compte dans ses rangs de nouveaux visages et qu'il faudra compter sur les communistes pour les rassemblements à construire.

Nous nous adressons publiquement au monde du travail, aux mouvements sociaux et citoyens, aux forces de gauche qui partagent notre refus de la construction libérale européenne et visent des avancées sociales, écologiques et démocratiques pour les peuples européens. Nous leur proposons la candidature de Ian Brossat comme tête d'une liste de large rassemblement. Dans cette campagne nous porterons les priorités suivantes :

1. Pour de nouveaux pouvoirs démocratiques et l'égalité des droits. La voix des peuples doit être respectée en Europe. Le droit des femmes à l'égalité et à disposer de leur corps et les droits humains contre toutes les dominations doivent être promus.
2. Pour faire progresser les droits des salarié·e·s contre la concurrence destructrice, le travail détaché et les délocalisations, et augmenter les salaires.
3. Pour promouvoir les services publics, en utilisant l'audit sur les effets des directives de libéralisation en cours de réalisation par la GUE-NGL et en créant un fonds européen pour le développement social et solidaire.
4. Pour une autre utilisation de l'argent, un autre rôle de la BCE et la lutte contre l'évasion fiscale au service de l'emploi de qualité, des services publics et de la protection sociale et de l'écologie.
5. Pour la transition écologique au niveau européen en développant la lutte contre le réchauffement climatique par la mise en place d'une politique commune de l'énergie.

Il est indispensable que le PCF ait des député·e·s européen·ne·s. Nos député·e·s européen·ne·s s'inscrivent dans le cadre confédéral de la GUE-NGL, cadre qu'il faut maintenir et développer.

Les élections locales, municipales et métropolitaines, départementales et régionales doivent permettre à notre parti de démontrer ses capacités de rassemblement. Nous avons besoin d'une stratégie nationale déclinée localement et les prochaines échéances de 2020 nécessiteront une riposte à la restructuration forcée de nos institutions accélérées par Macron. C'est pourquoi nous proposerons partout des listes de large rassemblement des forces progressistes autour du projet politique construit avec les citoyen·ne·s et portant partout nos exigences contre l'austérité, pour le respect des communes, des départements et régions et contre la casse des institutions républicaines, pour les services publics, leur défense et leur développement, du logement public, des moyens du droit commun assurant le développement social, écologique et démocratique de tous les territoires. Nous pensons que 2020 doit être une étape de la conquête et de la reconquête du plus grand nombre de villes et de nos appuis (communes, intercommunalités, métropoles, départements, régions) dans les institutions de toute la France.

6. Pour un Parti communiste utile, agissant, audacieux et novateur, internationaliste et révolutionnaire

Le communisme est le mouvement réel qui abolit l'ordre existant. Les prémices de ce mouvement existent dans la société. Notre organisation doit être à l'écoute de ces prémices : de l'état et de l'évolution des consciences comme des nouvelles aspirations émancipatrices. Les mouvements populaires sont indispensables pour faire progresser des transformations révolutionnaires, mais ne sont pas spontanément transformateurs. Il nous faut un parti dont le rôle est d'identifier au cœur du combat de classe les obstacles et les leviers pour ouvrir des perspectives de changement ; un parti révolutionnaire, un parti qui se fixe comme objectif la maîtrise des enjeux, des rapports de force par le plus grand nombre pour faire avancer des idées et des orientations communistes, capable de faire reculer l'emprise des idées dominantes.

Il nous faut un parti qui agisse pour le développement des luttes, qui les nourrisse dans une visée transformatrice ; un parti qui initie et travaille à partir des aspirations multiples du mouvement populaire pour construire des propositions utiles à la transformation sociale. Nous voulons être le parti de l'initiative communiste.

Cela implique une organisation de proximité, qui fait de la politique partout, des quartiers aux entreprises, une organisation qui se développe dans la société, dans les mouvements populaires, le travail d'analyse et d'élaboration politique, théorique et d'échanges nécessaires, une organisation qui travaille en direction de toutes les couches sociales, en proposant des axes programmatiques et en développant l'éducation populaire.

Donner à cette ambition une portée majoritaire suppose de dépasser la défiance populaire envers les partis et la politique et de montrer que notre objectif est de contribuer à permettre à chacune et chacun de prendre en main son avenir, d'avoir la maîtrise du processus révolutionnaire.

Il s'agit de construire les conditions du changement de société en faisant de la démocratie le but et le moyen de notre action.

De nombreux travaux ont été menés dans le Parti pour analyser, comprendre la situation contemporaine, ses différents aspects, ses contradictions, son aggravation et formuler des propositions. Cependant la diffusion de nos idées et de notre projet est insuffisante au regard de notre ambition à révolutionner l'état des choses existant. Il nous faut donc permettre à chaque communiste de s'emparer de ces analyses et propositions afin de créer les conditions de la réflexion, de l'appropriation et de l'enrichissement. Nos idées n'ont jamais été aussi fortes que quand elles sont devenues des idées dans la société, quand elles ont débouché sur des réalisations concrètes gagnées dans divers rassemblements. La direction nationale doit désormais créer les conditions de la réflexion collective des communistes pour qu'ils et elles s'approprient ces travaux, les enrichissent, les diffusent autour d'eux et les confrontent aux autres.

Aujourd'hui, y aurait-il autant d'espace pour imposer des réformes qui ont toutes pour pivot la baisse du « *coût du travail* » si le Parti communiste avait mené dans la durée une campagne sur le coût du capital ?

Notre congrès doit permettre de redonner à notre parti une grande ambition révolutionnaire et de redéfinir son rôle.

Le mouvement populaire et l'intervention citoyenne, aussi essentiels qu'ils soient, ne sont pas spontanément transformateurs, pas plus que le communisme ne se développe naturellement dans la société. Défendre les avancées sociales menacées, contester le partage des richesses ne conduit pas spontanément à mettre en cause les pouvoirs patronaux et du capital.

Ainsi, la création de la Sécurité sociale, innovation sociale majeure qui a donné un avant-goût de communisme, n'est pas tombée du ciel. Elle a été le produit d'une jonction entre des luttes considérables et une idée révolutionnaire, traduite par les communistes dans les institutions après la Libération.

Pour rendre majoritaire l'exigence d'autres choix, il faut avancer, entre autres, des idées originales capables de faire reculer l'emprise des idées dominantes. Il faut avancer sur des solutions transformatrices à la hauteur du défi lancé par la crise. Il faut agir pour que ces idées alimentent les luttes et les débats. Confrontons nos propositions avec toutes les forces politiques de gauche, avec toutes celles et tous ceux qui se mobilisent, qui luttent et construisons ensemble les réponses.

L'identité du PCF, dans le combat de classe de notre temps, est indissociablement démocratique et révolutionnaire.

Notre action doit avoir une double dimension : contribuer au rassemblement pour faire reculer le capital, le pouvoir politique et le patronat jusqu'à créer les conditions d'une politique alternative et, inséparablement, favoriser l'avancée vers un dépassement du capitalisme.

L'expérience montre qu'il ne suffit pas de faire adopter en congrès un relevé de décisions détaillé. C'est à partir de la conception de notre parti et de l'orientation de notre organisation définies en congrès que les directions devront travailler. Tout ceci suppose également consultation, débat et vote des communistes. Il faudra examiner les transformations de nos statuts que ces transformations appellent à partir d'un bilan d'expérience, en vue du 39^e congrès.

6.1 Relancer l'action du Parti envers les entreprises et le monde du travail

Portons le combat jusqu'au cœur du système capitaliste : les entreprises et les banques. Il faut renforcer l'organisation du Parti dans les entreprises, lieux décisifs de la lutte des classes. Comme décidé au 37^e congrès, nous tiendrons un Conseil national à ce sujet.

Lieu de pouvoir sur l'économie, la société et la vie quotidienne, c'est aussi un lieu où le patronat peut imposer ses idées. Un lieu où se forge un vécu d'expériences et des mentalités sur lesquelles peuvent s'imposer les idées dominantes comme se construire une conscience de classe.

Les gouvernements successifs, dans le sillage du Medef, n'ont cessé de faire de l'entreprise et du travail les pièces centrales de leur politique, cherchant ce que Hollande a pu qualifier de « *compromis historique* » de soumission des salariés et de la société aux objectifs patronaux. Avec Macron, ce chantier prend une bien plus grande ampleur, en visant une destruction sans précédent des acquis sociaux, tout en cherchant à intégrer le plus possible le salariat à ses choix politiques à partir de l'entreprise.

Actuellement, les nouvelles formes d'activités qui apparaissent (« ubérisation », « auto-entreprenariat », « télétravail »...) et l'éclatement sans précédent des statuts des salariés, le recours à la précarité, aux intérim, à la sous-traitance, conduisent à plus d'exploitation. L'explosion inédite du chômage, l'aggravation de la précarité et des bas salaires... tout cela fait partie des causes des

difficultés de l'organisation dans les entreprises au plan syndical comme au plan politique. Cependant, les lieux de travail sont aussi les lieux où, par l'activité syndicale, se construit la solidarité revendicative, où prend corps la force du mouvement social.

Pour libérer la politique de la dictature du marché, il faut une appropriation sociale effective des entreprises et des banques, et de toutes les institutions qui leur sont liées. De même que nous n'entendons pas déléguer la politique et l'intérêt général au sommet de l'État, nous devons refuser de déléguer la gestion des entreprises, avec la production des richesses, aux capitalistes. La séparation entre l'économie et la politique est au cœur du capitalisme et de ses aliénations. Nous voulons la dépasser.

Il est donc vital de relancer réellement la vie du Parti et le combat organisé, si indispensables dans les entreprises et autour d'elles. C'est aussi la condition pour faire progresser une conscience de classe et une unité politique du salariat dans sa diversité, sur l'ensemble des enjeux qui le concerne, dans l'entreprise comme dans la cité. Cela implique de prendre en compte l'isolement de nombreux camarades sur leurs lieux de travail afin de le dépasser.

Ce travail, nous devons également l'engager dans les lieux de travail, auprès des agents des services publics, des collectivités territoriales, qui voient leurs statuts menacés de disparition et les missions qu'ils remplissent être dégradées fortement par l'austérité que subissent les collectivités et les services publics en général.

De plus, notre parti doit travailler à renforcer ses liens avec le mouvement social et les syndicalistes, non seulement pour être le relais politique des luttes qui existent mais aussi pour les nourrir et participer à les initier afin qu'elles s'inscrivent dans une perspective de transformation globale de la société. Pour cela, il nous faut donc favoriser la participation de militant·e·s issu·e·s du mouvement social dans nos instances de direction.

Cela demande à la fois un effort d'organisation et d'élaboration politique.

6.2 Faire vivre les batailles politiques et les solidarités concrètes dans les territoires

Dans les territoires aussi, en lien avec le mouvement associatif, les syndicats et les collectifs locaux, le Parti communiste doit s'investir pour faire vivre localement des luttes et des campagnes en cherchant à faire progresser les idées de changement. Ces luttes et ces campagnes locales et nationales doivent s'alimenter mutuellement. Ainsi, à partir des préoccupations de la population, au travers de la défense des différents services publics si nécessaires à tou·te·s, nous pouvons faire percevoir les enjeux nationaux et politiques des décisions locales. À nous d'expliquer qu'ils résultent d'une logique politique qui nous est imposée : réduire coûte que coûte les dépenses publiques et sociales, tout en épargnant les gâchis capitalistes source des déficits et des dettes publiques, livrer des pans entiers de l'activité humaine au marché et aux profits capitalistes. Nous pouvons à partir de là apporter des propositions pour une autre logique que celle du taux de profit.

Il faut construire des réponses aux différentes crises, en repensant la complémentarité entre villes et campagnes. Un sentiment d'abandon de l'État se généralise parmi nos concitoyen·ne·s ruraux·ales, non sans raison. Entre autres causes, il importe de noter : la fermeture et la raréfaction des services de santé et autres services publics de proximité, le délabrement des infrastructures, le manque d'emplois, la disparition des agriculteurs, les effets de la loi NOTRe... En conséquence, un clivage, un contraste s'installent peu à peu entre monde rural et monde urbain alors que la ruralité pourrait apporter des solutions aux problématiques de la ville, et inversement. Dans cette optique, le

nouveau projet communiste doit s'attacher à établir l'égalité entre différentes catégories socio-professionnelles et également entre les différents territoires français, aux disparités de plus en plus marquées. Nous comprenons à ce titre les campagnes désertifiées, les zones urbaines défavorisées, les Drom et Com... *A minima*, l'aménagement du territoire français doit garantir un égal accès aux soins, à l'éducation, à tous les services publics prioritaires.

Les communistes considèrent qu'il est fondamental d'engager des batailles offensives, locales ou nationales, pour obtenir des victoires sur des enjeux du quotidien (réouverture d'une salle de classe, mise en place d'une ligne de bus desservant un quartier populaire...). Ces victoires, pour partielles qu'elles puissent être, constituent autant de leviers pour faire grandir la mise en mouvement populaire et démontrer ainsi l'utilité concrète du PCF. Dans cette perspective, il est impératif de populariser ces victoires afin de permettre à notre camp de reprendre confiance en sa force et reprendre conscience de son potentiel transformateur.

Les initiatives de solidarité concrète (ventes de fruits et légumes, journées à la mer, aide administrative, en lien avec les organisations qui travaillent dans le même sens...) qui se développent dans les sections et les fédérations participent à démontrer l'originalité de notre organisation et à nous inscrire dans les batailles de territoire. Elles permettent de passer de la parole aux actes et ainsi de crédibiliser notre discours, nos propositions. Ces initiatives peuvent constituer des portes d'entrée pour l'engagement politique et incarnent nos batailles. Elles participent à la politisation et à mise en mouvement populaires. Il nous faut travailler à développer ces initiatives et ces liens dans la durée.

6.3 Un parti féministe

Alors qu'aujourd'hui 45 % des adhérents sont des adhérentes, que la majorité des responsabilités dans le PCF sont assumées par des hommes (80 % des secrétaires fédéraux sont des hommes), nous avons l'ambition de lever les obstacles à l'engagement et la prise de responsabilités des femmes dans le Parti. Pour cela nous devons encore développer des pratiques permettant la répartition mixte et adaptée des tâches, en prenant en compte le poids des contraintes et de la « double journée de travail », que nous combattons dans la société avec notre bataille pour l'égalité.

Nous en faisons un axe de travail de notre organisation, car le Parti doit vraiment prendre des mesures afin de renforcer cette égalité et obtenir une véritable crédibilité dans ce domaine : meilleure utilisation du livret ressource contre les violences faites aux femmes, mais également combattre avec fermeté tous les comportements sexistes en mettant en place des outils de prévention, de formation et de sanction.

6.4 Les élu·e·s

Les élu·e·s sont des points d'appui pour notre parti. Lanceur·se·s d'alerte, porte-parole des salarié·e·s et des citoyen·ne·s, initiateurs·trices de conquêtes améliorant la vie des gens, ils et elles sont utiles à la population. Leur action doit être valorisée car elle participe à la visibilité de notre parti. Elles et ils participent à faire vivre les batailles de la proximité jusqu'au pouvoir. Le rôle des élu·e·s est précieux pour les crédibiliser et leur donner de la visibilité, pour accéder à des informations indispensables, pour porter ces combats jusque dans les lieux de pouvoirs institutionnels, dont il faut utiliser tous les leviers d'action tout en montrant les limites. La construction collective entre militant·e·s et les élu·e·s est à renforcer à toutes les échelles : il en va

de la cohérence de nos idées politiques, de notre efficacité et de la mise en adéquation de nos idées et actions. C'est ensemble, militantes et militants, élues et élus, que nous pouvons créer les rapports de force permettant d'arracher les moyens d'une vie digne pour tout un chacun.

L'enjeu aujourd'hui pour notre parti est de permettre d'avancer vers une démocratie participative et d'intervention, ouvrant ainsi la voie à la construction progressive d'une démocratie autogestionnaire. Sous des formes diverses (collectifs de travail, alimentation de la plateforme numérique...), le Parti produira des éléments d'analyse et des études renforçant la précision et la pertinence de l'intervention militante.

Nous nous battons, en outre, pour un statut de l'élue qui soit protecteur et permette à tous les citoyens et citoyennes d'accéder à des mandats électifs.

6.5 La formation, une priorité

La formation des militantes et militants est une demande très forte. Son développement est une nécessité absolue. Elle exige un nouvel effort méthodique et suivi de réorganisation à tous les niveaux de responsabilité à partir des apports du marxisme vivant. En effet, la formation doit avoir comme objectif d'élargir le nombre de communistes en maîtrise de concepts, de gestes, d'outils pour donner sa pleine mesure au libre rayonnement de chaque adhérent·e dans la société, tout en assurant un partage d'expériences et de pratiques. Elle doit également assurer l'appropriation de nos idées et de nos propositions par tou·te·s les adhérent·e·s. Il s'agit non seulement de permettre aux communistes de se les approprier, mais aussi de pouvoir être actrices et acteurs de leur élaboration.

Cela contribuera à l'efficacité de notre travail intellectuel collectif riche pour l'élaboration de nos propositions.

C'est ainsi que nous rendrons attractif le projet communiste.

Tenant compte des difficultés financières et matérielles, nous devons non seulement travailler à l'organisation régulière dans les fédérations de stages d'accueil et de temps de formation thématiques locaux, mais aussi mieux utiliser les outils numériques, pour mutualiser les savoirs et les ressources. C'est ce qui se met en place en particulier avec l'Université permanente et que nous devons veiller à populariser et élargir, des cellules aux régions.

De même, tant au niveau régional que national, il est essentiel de travailler à l'organisation de stages de cadres, afin d'aider à la prise de responsabilités par davantage de camarades.

L'éducation populaire est essentielle à nos yeux et c'est bien dans notre organisation que les efforts doivent débiter !

6.6 Travailler à une nouvelle organisation du Parti et à son renforcement

Il est vital de travailler vraiment à une nouvelle organisation de notre parti et à son renforcement.

Revalorisons le rôle, les moyens et la souveraineté des organisations de proximité (territoires et entreprises). Les difficultés de vie des cellules et leur manque de moyens appauvrissent la vie démocratique du Parti et participent à affaiblir son ancrage de terrain. Cela a contribué à réduire les capacités d'action des sections et à diminuer le nombre de camarades participant aux débats et

initiatives. À partir de nos forces existantes et de leur renforcement, nous devons viser une nouvelle efficacité pour l'action, renforcer notre ancrage social mis à mal et rechercher une liaison avec ce qui émerge de neuf dans la société. La proximité est un niveau décisif, nous devons travailler partout où cela est possible à développer les organisations de proximité comme leur structuration. La collecte de la cotisation est un élément structurant pour cela. Ainsi en cotisant l'adhérent·e s'engage, et dans le même temps l'argent récolté participe à la souveraineté des communistes comme à leur mise en mouvement.

Les sections et les cellules sont essentielles pour le développement et la prise de décisions d'action.

Les fédérations départementales sont essentielles. Elles doivent permettre l'échange, la prise de décisions, l'action coordonnées et leur mise en œuvre dans un même département et fournir leur appui aux sections. Les fédérations jouent un rôle essentiel car elles se situent à une échelle où se joue le pouvoir des intercommunalités, métropoles et départements.

Pour renforcer le niveau départemental, pour déployer nos campagnes dans la proximité, pour mieux percevoir les évolutions qui s'opèrent dans la société, nous avons besoin d'intensifier aussi les liens entre les fédérations et le niveau national. En prenant en compte les moyens des fédérations, nous proposons de mettre en place des suivis régionaux, en lien avec la Vie du Parti, chargés de réunir et débattre régulièrement avec les secrétaires fédéraux des campagnes, de l'état d'organisation du PCF et d'échanger sur l'analyse de la société que nous faisons.

Dans le même temps, nous devons relancer les comités régionaux dans le cadre des nouvelles régions. La région est devenue une collectivité territoriale stratégique, avec des compétences dans des secteurs structurants, un impact fort sur le remodelage du territoire, selon les impératifs de rentabilité et compétitivité du capital. Il est en effet urgent de relancer notre structuration régionale, pour porter les projets régionaux répondant aux aspirations populaires, pour combattre politiquement les évolutions destructrices qui mettent hors-jeu les territoires jugés inaptes à la concurrence mondiale.

Les nouvelles réalités institutionnelles demandent à notre parti de créer de nouveaux espaces d'échanges et de coopération afin de répondre aux enjeux des territoires.

Le principe de commissions, réseaux, thématiques ou d'entreprise, dans le PCF, a été acté depuis plusieurs années. Beaucoup de communistes y sont investis·es. Il faut concevoir un développement efficace de ces réseaux au regard des objectifs du Parti, en lien avec les structures locales du PCF, procéder à une analyse de leur action sous la responsabilité du CN.

Tout ceci n'est valable que si nous sommes capables dans le même temps de travailler à notre renforcement. En effet, la question de notre nombre est essentiel pour investir les luttes, les mobilisations, y faire entendre notre apport, ainsi que pour rayonner dans la société. C'est essentiel pour développer la proximité et tisser contact humain et rapports de confiance dans la durée. Cette question de notre nombre, loin d'être une question interne, est un élément indispensable pour donner force à l'alternative dont la France a besoin.

Ainsi, notre renforcement, comme la restructuration de notre organisation, demandent des efforts tenaces et intenses. Pour progresser, les maîtres-mots devraient être recensement des expériences et des potentiels, expérimentation de nouvelles manières de faire, évaluation, mutualisation et formation. Et ce à tous les niveaux, de la cellule au Conseil national, en passant par les sections et fédérations. La direction nationale doit en assumer un rôle d'impulsion et de suivi dans la durée, dans le respect de la souveraineté des communistes.

6.7 Un parti attractif pour les jeunes

Nous devons développer nos initiatives à l'adresse des jeunes et être attractifs pour elles et eux en prenant en compte leurs aspirations et modes d'engagement spécifiques, en leur permettant de se former et de prendre des responsabilités. Dans cet objectif, le MJCF et sa branche étudiante, l'UEC, sont des points d'appui essentiels. Il nous faut renforcer nos liens avec cette organisation, dans le respect de son indépendance, pour lui donner un nouvel élan, et soutenir partout son rayonnement. Celui-ci s'est considérablement renforcé ces dernières années ; il est devenu un outil important pour les jeunes dans toutes leurs mobilisations. Les communistes soutiennent cette dynamique en favorisant le développement d'espaces d'accueil, de soutien logistique et d'échanges politiques avec le MJCF et sa branche étudiante (UEC).

6.8 Renouveler nos directions et leur fonctionnement

Nous avons besoin de directions qui travaillent, construisent collectivement, en interaction avec les structures locales du Parti, une ligne politique et l'incarnent, dans le Parti et dans la société. Nous nous donnons comme objectif de transformer nos directions et leur pratique de travail pour :

- impulser des initiatives locales et nationales contribuant au rayonnement des idées communistes, à partir des préoccupations de la population, de l'évolution de la société et des luttes ;
- permettre à des milliers de femmes et d'hommes, notamment issus des milieux populaires, de zones rurales comme des grandes agglomérations, de prendre des responsabilités militantes et électives ;
- rendre possible la pleine implication de camarades salarié·e·s dans le travail de direction ;
- rendre possible un travail collectif soutenu et efficace, quelles que soient les différences de culture et d'expérience politique ;
- articuler le développement du débat démocratique interne à tous les niveaux, la liberté de chaque communiste avec la mise en œuvre des décisions du Parti ; fournir à tous les niveaux les éléments permettant une prise de décision instruite et une pleine souveraineté des adhérents pour leur mise en mouvement ;
- rendre possible une véritable égalité entre les femmes et les hommes dans les directions : non seulement une composition à parité, mais une égale possibilité d'intervention.

Le congrès précédent avait pris des décisions en ce sens (désignation d'une équipe de porte-parole, à parité, chargés de faire entendre la voix du PCF dans les médias ; organisation d'un service de garde d'enfants pour toutes les réunions importantes des directions...) Il nous faut les mettre en œuvre à présent.

Le Conseil national, élu par le congrès, est la seule instance de direction nationale. Il doit pouvoir assumer pleinement cette responsabilité. Cela nécessite un effort, en particulier pour résister au caractère présidentieliste de la vie politique, qui a des effets jusque dans notre parti. Le Comité exécutif national doit servir à préparer ses décisions et en impulser leur mise en œuvre en liaison avec l'actualité, et non se substituer à lui. Le Conseil national doit pouvoir décider de ses ordres du jour et faire très régulièrement le bilan de l'application de ses décisions. Il doit être soucieux et

attentif aux travaux des commissions, réseaux et secteurs du PCF. Il doit être tourné vers la réorganisation et le renforcement du Parti. Il doit imaginer et mettre en place les modes de discussion, de validation et de diffusion des travaux des commissions, en lien avec tout le Parti et ses instances.

6.9 La communication

Notre communication doit contribuer à ré-identifier notre parti dans la société à des combats et des contenus transformateurs et à élargir l'audience de nos idées et de nos propositions. La communication actuelle de notre organisation doit être redéfinie et connaître un saut qualitatif afin de s'affranchir de notre problème d'image en s'adressant à un large public, notamment en direction des entreprises, des salarié·e·s, des femmes et des jeunes, ceux-là mêmes qui dans les enquêtes se déclarent les plus ouverts à la question du communisme.

L'objectif est de donner à voir la modernité du PCF et du combat communiste. Il nous faut donc améliorer notre réactivité à l'actualité, en développant notre porte-parolat à parité et mener des campagnes de communication dans la durée. L'enjeu est double : produire des supports de diffusion idéologiques de qualité en lien avec le renouveau de la pensée marxiste et travailler à leur diffusion massive, notamment grâce à l'outil vidéo mais aussi à travers la création d'un média internet clairement identifié comme étant le média TV du PCF. Cette communication, nous la concevons dans une vision nouvelle où, loin de nous contenter d'émettre, nous sommes aussi à l'écoute, récepteur et réceptrices de l'état d'esprit, de l'état des consciences de nos concitoyen·ne·s. Nous veillerons à prendre en compte le handicap dans nos supports de communication.

Nous devons également rendre accessible notre plateforme numérique afin de mieux partager les actions, les agendas, les textes des fédérations, des sections et des cellules et faire connaître notre charte graphique et notre nouveau logo.

Dans ce travail, nous devons aussi maintenir et renforcer les outils militants existants mis à disposition des communistes pour permettre la mise en œuvre des campagnes locales et nationales (tracts, affiches, cartes de pétition, questionnaires...).

6.10 Promouvoir nos revues

Nous devons produire un effort nouveau de développement, d'appropriation et de diffusion de nos revues (*Cause commune, Économie et Politique, Progressistes*) qui sont autant d'outils pour l'activité des communistes.

6.11 Les nouvelles technologies

La révolution numérique a bouleversé la manière de faire de la politique, les relations sociales, les représentations et la construction des opinions. Elle a créé de nouveaux processus et lieux de politisation. Il nous faut nous en saisir pleinement, tout en élaborant des formations permettant à chaque communiste d'y accéder et combattre ainsi la fracture numérique au sein même de notre parti.

En effet, il s'agit de se doter de nouveaux outils politiques. Nous mettons en œuvre une stratégie numérique globale afin d'acquérir une force de frappe sur les réseaux numériques et de renforcer notre activité locale.

La plateforme numérique du PCF est un lieu ressource pour les sympathisant·e·s, adhérent·e·s et responsables de notre parti, en permettant à chacune et chacun d'y ouvrir un compte « Mon PCF ».

C'est à cet objectif que nous voulons répondre avec la plateforme numérique du PCF.

Ces moyens technologiques sont une aide au travail militant qui ne remplace pas les débats nécessaires dans les organisations territoriales et d'entreprises.

6.12 *L'Humanité*

La concentration des médias dans les mains de groupes financiers et le développement actuel du numérique pour le meilleur et pour le pire rendent l'accès à une information indépendante cruciale pour la démocratie. *L'Humanité*, journal communiste, est un outil majeur pour informer de la marche du monde, donner à voir les initiatives novatrices et les alternatives sociales et démocratiques. Nous voulons non seulement assurer sa survie aujourd'hui gravement menacée mais aider à en faire toujours plus un outil ou service des luttes, des acteurs politiques et sociaux dans leur diversité, qui œuvrent à la transformation progressiste du monde. La lecture et la diffusion de ses titres est une priorité pour aider à faire émerger un mouvement populaire émancipateur.

*

**

Donnons-nous cinq grandes priorités d'organisation :

- recenser, structurer et développer nos forces dans les territoires, quartiers populaires, zones rurales, entreprises et dans le monde du travail, notamment en utilisant le numérique ;
- développer la formation théorique et pratique en direction de tou·te·s les adhérent·e·s et cadres du Parti ;
- faire de notre parti une organisation féministe exemplaire ;
- redevenir attractifs pour la jeunesse et donner, avec les moyens et l'aide nécessaires, dans le respect de leur autonomie, un nouvel élan aux organisations des jeunes et des étudiantes et étudiants communistes.
- prendre des initiatives pour contribuer à organiser un réseau international de forces communistes et progressistes pour une bataille internationaliste visant une autre mondialisation.

Tout cela implique des transformations importantes de notre parti.

Nous sommes le parti de celles et ceux qui produisent les richesses, face à ceux qui accumulent les dividendes. Quel que soit leur statut, elles et ils trouvent au Parti communiste l'organisation de lutte

des classes. Le Parti communiste, sans exclusive, cultive sa singularité dans le paysage politique en étant une force à la disposition des milieux populaires. Nous sommes le parti de celles et ceux que les dominations patriarcales et racistes briment et tentent d'abaisser. Au Parti communiste, elles et ils relèvent la tête et se battent pour la justice et la dignité. Nous sommes le parti de celles et ceux qui ne s'en laissent pas conter sur le « capitalisme vert » et savent qu'il faut engager dès maintenant cette révolution écologique. Au Parti communiste, elles et ils s'organisent pour ce combat écologique. Nous sommes le parti de celles et ceux qui ont l'internationalisme au cœur. Au Parti communiste, elles et ils militent pour la paix, la liberté et le droit des peuples.

Pour changer cette société, le Parti doit permettre l'intervention politique des travailleuses, des travailleurs, comme de toutes celles et de tous ceux qui en sont exclus, dans la proximité comme au plan national et international. Cela demandera un effort acharné. Mais vie politique de proximité, formation et accès aux responsabilités sont indispensables pour, dans un même mouvement, repolitiser la société, répondre à la crise de la politique et commencer à engager des transformations de portée révolutionnaire.

Nous faisons le choix du communisme

Le monde a besoin de révolution. Il a besoin d'idées communistes, d'un Parti communiste du XXI^e siècle. Notre peuple a besoin d'un Parti communiste riche de l'engagement et de la diversité des hommes et des femmes qui y militent, d'un Parti communiste rassemblé dans l'action pour ce qui est sa raison d'être : dépasser le capitalisme jusqu'à la construction d'une nouvelle civilisation libérée de l'exploitation et de toutes les oppressions et qui se fixe comme objectif le plein et libre développement de chacune et chacun.

*« Un jour pourtant un jour viendra couleur d'orange
Un jour de palme un jour de feuillages au front
Un jour d'épaule nue où les gens s'aimeront
Un jour comme un oiseau sur la plus haute branche »*

Aragon